

Actualités IHP 866 : De Bad Bunny jusqu'à Munich

(13 février 2026)

La newsletter hebdomadaire International Health Policies (IHP) est une initiative de l'unité Politique de santé de l'Institut de médecine tropicale d'Anvers, en Belgique.

Chers collègues,

Nous n'en ferons pas une habitude, mais pour des raisons évidentes, **Benito Antonio Martínez Ocasio** (plus connu sous le nom de « **Bad Bunny** ») apparaît pour la deuxième semaine consécutive dans l'introduction. Vous avez probablement déjà eu votre lot d'analyses sur sa performance lors de la mi-temps du Superbowl, nous n'en rajouterons donc pas. Cependant, pendant notre temps libre, nous nous engageons également dans le « **renforcement des capacités** » des jeunes (et moins jeunes ?) chercheurs. De ce point de vue, [Steven Nelson](#) a parfaitement résumé la situation : « ... *Si Bad Bunny peut couvrir l'histoire de Porto Rico, le colonialisme, l'esclavage transatlantique, la conscience hémisphérique, ainsi que la vie contemporaine et la politique en moins de 14 minutes, vous pouvez faire votre présentation de 15 ou 20 minutes à la conférence avec du temps à revendre.* » :) Dans le même ordre d'idées, nous pensons que les **compétences en danse latine** devraient devenir une partie obligatoire d'un « [programme GRIPP](#) adapté à notre époque de crise multiple » : on ne sait jamais, vous pourriez vous retrouver sur la scène du Superbowl à la mi-temps, avec un seul objectif en tête : « **perturber de manière constructive** » (et il se trouve que nous avons un collègue avec des hanches comme *Elvis qui ferait un excellent coach !*).

Plus sérieusement, Bad Bunny était sans aucun doute un bon antidote à la multitude de **publicités commerciales** sur la « **santé** » ayant des liens financiers avec les industries bovine et laitière, [les grandes entreprises pharmaceutiques](#) et autres « [centres MAHA](#) ». « [Le capitalisme règne toujours sur le monde](#) », et en particulier aux États-Unis. D'après ce que nous pouvons en juger, c'est un succès retentissant.

Ce qui nous amène au reste d'une semaine plutôt chargée en matière de politique de santé mondiale.

Ce bulletin d'information comprend, entre autres, une couverture et une analyse d'un nouveau **cycle de négociations PABS** à Genève, une analyse finale de la^{158e}réunion du **Conseil exécutif de l'OMS** et quelques articles sur la santé (souveraineté) liés au **sommet de l'Union africaine** (en cours, Addis-Abeba). L'un des principaux objectifs : combler le « [déficit sanitaire de 43 dollars par personne](#) » (avec [des appels](#) accus du **CDC Afrique** [en faveur de l'efficacité](#) parmi les moyens à mettre en œuvre). Il y a également la **réunion du Conseil d'administration du Fonds mondial** (11-13 février), [l'e de la Coalition mondiale pour l'action de l'OMS contre la violence par arme à feu](#), et bien d'autres choses encore.

Ce week-end, la **conférence sur la sécurité de Munich** se tiendra également, vous l'avez deviné, à Munich. Le **rapport annuel**, intitulé cette année « [Under destruction](#) » ('Sous destruction') semble être une bonne lecture pour un vendredi 13. Il décrit avec précision comment « *le monde est entré dans une*

période de *politique destructrice* ». La Commission Lancet sur les menaces mondiales pour la santé au XXI^e siècle (surnommée la « Commission des commissions ») sera également lancée à Munich. Le XXI^e siècle semble plein de menaces mondiales pour la santé, certaines même « existentielles ». Au début de la semaine, d'autres chercheurs ont souligné la **probabilité croissante d'un scénario de « Terre serre »**. Et un nouvel [appel à contributions du BMJ](#) vise à se concentrer sur les **déterminants géopolitiques de la santé**. Un appel opportun.

Je vous laisse toutefois sur ma note optimiste et quelque peu idiosyncrasique de la semaine : [le café serait associé à un ralentissement du vieillissement cérébral](#) ! Mieux encore, la santé cognitive à un âge avancé serait également « fortement influencée » par « [une exposition tout au long de la vie à des environnements stimulants sur le plan intellectuel](#) » (*lecture et écriture, apprentissage d'une ou deux langues*). Une musique douce à mes oreilles vieillissantes. (*Et j'espère que la lecture de l'IHP est également considérée comme une activité « stimulante intellectuellement » pour vous :)*

PS : L'article vedette d'aujourd'hui (*voir ci-dessous*) a été rédigé par **des chercheurs du Réseau international de recherche sur les politiques de santé (IHP Res Net)**, un réseau collaboratif de recherche sur les politiques de santé lancé en octobre 2025. Le réseau prévoit d'évaluer les impacts et la pertinence d'une série de politiques de santé internationales dans différents contextes de pays à revenu faible et intermédiaire. N'hésitez pas à consulter leur première contribution !

Bonne lecture.

Kristof Decoster

Article vedette

Du multilatéralisme au bilatéralisme : la stratégie « America first » transforme-t-elle la santé mondiale en loi de la jungle ?

[Delphin Kolié](#), [Antea Paviotti](#) & [Nicola Deghaye](#) (tous chercheurs au sein du réseau IHP Res Net)

La Guinée dépend moins du financement américain que beaucoup d'autres pays africains. Par conséquent, l'impact des changements dans le financement de la santé mondiale sur la Guinée (et les pays similaires) est souvent négligé. En décembre 2025, Delphin Kolié (*Centre national de formation et de recherche en santé rurale de Maferinyah, Guinée*) a interviewé plusieurs acteurs clés impliqués dans la conception et la mise en œuvre d'interventions sanitaires financées par les États-Unis en Guinée. Ce blog s'appuie sur ces entretiens et vous présente leurs points de vue et certaines de leurs préoccupations concernant le prochain accord bilatéral sur la santé mondiale entre la Guinée et les États-Unis. Les personnes interrogées ont systématiquement décrit le passage d'une coopération multilatérale à une coopération bilatérale comme une application de la « loi de la jungle », où l'acteur le plus fort fixe les règles et où l'isolement est utilisé pour accroître la vulnérabilité...

- Pour lire l'article complet, consultez IHP : [Du multilatéralisme au bilatéralisme : la stratégie « America first » transforme-t-elle la santé mondiale en loi de la jungle ?](#)

Faits marquants de la semaine

Structure de la section « Faits marquants

- Négociations PABS (9-14 février, Genève) (et plus d'informations sur le PPPR/GHS)
- 158^e réunion du Conseil exécutif de l'OMS : analyse finale et couverture
- À venir : Conférence sur la sécurité de Munich
- Réunion du Conseil d'administration du Fonds mondial
- Repenser la santé mondiale, le développement et la coopération internationale...
- Sommet de l'UA et santé
- Stratégie américaine en matière de santé mondiale, PHFFA et accords bilatéraux sur la santé mondiale
- Trump 2.0
- Plus d'informations sur la gouvernance et le financement/le financement de la santé mondiale
- Justice fiscale mondiale et réforme fiscale
- Couverture sanitaire universelle et soins de santé primaires
- MNT
- Déterminants commerciaux de la santé
- Droits sexuels et reproductifs
- Ressources humaines pour la santé
- Santé planétaire
- Accès aux médicaments, vaccins et autres technologies de santé
- Conflits/guerres/génocides et santé
- Décoloniser la santé mondiale
- Quelques autres rapports et articles de la semaine
- Divers

Négociations PABS (9-14 février) et autres informations sur le PPPR/GHS

Les États membres de l'OMS se sont à nouveau réunis à Genève cette semaine pour la [5e réunion du GIWG](#), axée sur **les PABS** (accès aux agents pathogènes et partage des avantages). Toujours en cours.

Global Public Health Insights - Pouvons-nous faire mieux lors de la prochaine pandémie en matière d'accès équitable aux vaccins ? Le jury délibère encore.

S Lehtimaki ; [Substack Nina Schwalbe](#) ;

Cet article a bien planté le décor le week-end dernier, alors qu'un nouveau cycle de négociations sur les PABS était sur le point de commencer. « **À seulement 10 jours de la fin des négociations sur l'accès aux agents pathogènes et le partage des avantages (PABS)**, il n'est pas certain qu'un accord puisse être conclu avant la date limite fixée par l'Assemblée mondiale de la santé en mai. »

« **Le principal point de discorde** concerne la question de savoir si le partage des avantages doit être volontaire ou obligatoire... »

HPW - Des membres influents de l'OMS laissent entendre que les négociations sur la pandémie pourraient être retardées si aucune certitude juridique n'est apportée concernant les informations sur les agents pathogènes

<https://healthpolicy-watch.news/powerful-who-members-hint-at-delay-in-pandemic-talks-if-equity-demands-are-ignored/>

Couverture du premier jour de cette session du PABS.

« **Les puissants blocs d'États membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont souligné lundi qu'ils ne feraient aucune concession sur le dernier point en suspens de l'accord sur les pandémies simplement pour respecter la date limite fixée au mois de mai. »**

« **Le Groupe pour l'équité et les régions Afrique, Méditerranée orientale et Asie du Sud-Est de l'OMS** ont déclaré lors de l'avant-dernière réunion du Groupe de travail intergouvernemental (IGWG) qu'ils souhaitaient un système d'accès aux agents pathogènes et de partage des avantages (PABS) offrant une sécurité juridique. **Cependant, l'Union européenne**, soutenue par la France, présidente du G7, a appelé au pragmatisme et à la rapidité... ».

PS : « **Certains pays à revenu faible et intermédiaire ont également souligné, à l'instar de l'Inde, que le partage des avantages doit aller « au-delà des contributions financières et des dons de vaccins, de diagnostics et de traitements ».**

PS : « **... La réunion de l'IGWG – la cinquième sur six – se termine samedi**, et bien que quatre sessions en soirée soient prévues, le coprésident Tovar da Silva Nunes a rappelé aux délégués que l'accès à des interprètes était limité, conséquence des coupes budgétaires de l'OMS... ». « **Il reste 100 jours avant la date limite, et d'ici la fin des discussions de cette semaine, on devrait savoir si l'annexe est en bonne voie pour être adoptée en mai... ».**

Geneva Health Files - Les pays en développement riches en biodiversité revendiquent leur droit à la sécurité sanitaire mondiale et exigent des conditions claires pour régir l'accès aux informations sur les agents pathogènes et le partage des avantages

P Patnaik ; [Geneva Health Files](https://genevahealthfiles.org/) ;

« **Les pays en développement exigent que la solidarité soit intégrée dans le PABS. »**

Mise à jour de mercredi. « ... Cette semaine, les pays discutent d'une série de questions techniques : de la gouvernance des bases de données aux obligations en matière d'accès, en passant par les dispositions et les déclencheurs du partage des avantages, et la manière dont ce système sera régi. Les observateurs affirment que bon nombre de ces questions ont déjà été longuement discutées lors de sessions formelles et informelles avec des experts qui ont contribué à ces délibérations. « **La plupart des questions qui restent à régler sont d'ordre politique** », nous a confié cette semaine un expert participant à ces discussions... »

« Dans cet article, nous présentons les déclarations des États membres et des acteurs non étatiques. Comme vous le verrez, **les interventions deviennent plus précises à mesure que les négociations se rapprochent des détails**. Nous constatons une dynamique stimulante entre les acteurs non étatiques et la manière dont ces débats en dehors de la salle influencent les négociations à l'intérieur... » Quelques points que nous avons relevés dans l'analyse de Patnaik :

PS : « **Les groupes industriels ont indiqué qu'ils souhaitaient jouer un rôle plus important dans la manière dont le système PABS définira la liste des agents pathogènes présentant un potentiel pandémique. ...** »

PS : « **L'Afrique est de retour** » : grâce aux accords bilatéraux en matière de santé « ... des États-Unis, **les pays africains ont été perçus comme plus discrets dans leur participation en décembre 2025 et janvier 2026**, lorsque l'IGWG s'est réuni pour délibérer, ont déclaré de nombreux observateurs et diplomates. **Mais cette semaine, ils ont remarqué une articulation indéniable et persistante de la part des pays africains**, nous ont confié plusieurs négociateurs... ».

- Et via HPW – [Des protocoles d'accord à la place du multilatéralisme ?](#)

En ce qui concerne l'impact des accords bilatéraux entre les États-Unis et les pays africains en matière de santé : « ... **Le directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, a réaffirmé cette semaine que les accords bilatéraux entre pays ne sont « pas un phénomène nouveau » et qu'il ne pensait pas que les protocoles d'accord impulsés par les États-Unis puissent remplacer le système multilatéral.** « Tout État membre peut conclure un protocole d'accord avec le pays de son choix. Il s'agit d'une relation entre pays souverains, et ce sont eux qui connaissent le mieux leurs pays respectifs », a déclaré Tedros.

Tedros a également écarté les craintes selon lesquelles ces protocoles d'accord pourraient nuire au système PABS en cours de négociation dans le cadre de l'accord sur les pandémies de l'OMS. « Je ne pense pas que cela aura un impact sur les négociations PABS. Nous ne sommes pas vraiment inquiets... Il peut y avoir des accords bilatéraux, et il peut aussi y avoir des accords multilatéraux. Ce n'est pas l'un ou l'autre. Les deux peuvent coexister sans aucun problème. »... »

Reuters – Les vaccins sont une question de sécurité nationale, selon un responsable mondial de la santé

[Reuters](#) :

Hatchett, de la CEPI, plus particulièrement. « Il a averti que la montée du sentiment anti-vaccins dans le monde entier pourrait compromettre les efforts de lutte contre les futures pandémies. »

Fonds pandémique (bref) - Projets de prévention, de préparation et de réponse aux pandémies financés par le Fonds pandémique dans le cadre du troisième appel à propositions

<https://www.thepandemicfund.org/news/brief/pandemic-prevention-preparedness-and-response-projects-funded-pandemic-fund-third-call>

« Le 12 février 2026, le conseil d'administration du Fonds pandémique a alloué 499,6 millions de dollars américains à 20 projets dans le cadre de son troisième cycle de financement. Ces subventions mobilisent plus de 4 milliards de dollars américains de financement supplémentaire, dont 1,56 milliard de dollars américains de co-investissement provenant de ressources nationales et 2,5 milliards de dollars américains de cofinancement provenant de partenaires internationaux. **Au cours de ses trois premiers cycles de financement, le Fonds pandémique soutient 128 pays dans six régions à travers 67 projets.** Parmi ceux-ci, 91 pays accélèrent leurs investissements dans les capacités nationales et transfrontalières de prévention, de préparation et de réponse (PPR) aux pandémies, et six entités régionales renforcent les capacités régionales de PPR qui couvrent ensemble 85 pays. **Les 20 projets sélectionnés lors du troisième cycle recevront un financement destiné à renforcer la surveillance et l'alerte précoce des maladies, les systèmes de laboratoire et le personnel de santé.** Pour connaître le détail des allocations de financement et la description des projets, veuillez consulter le tableau ci-dessous... ».

158^{er}réunion du Conseil exécutif de l'OMS (suite) : analyse finale et couverture

Nous commencerons par une analyse globale via HPW et Geneva Health Files. Nous poursuivrons ensuite avec certains des derniers points à l'ordre du jour du Conseil exécutif de la semaine dernière (+ analyse).

HPW - Le Conseil exécutif de l'OMS a adopté de nouvelles mesures d'efficacité ; pourront-elles être maintenues ?

<https://healthpolicy-watch.news/who-executive-board-adopted-new-efficiency-measures-can-they-stick/>

« Après des débuts difficiles, des heures de négociations en coulisses et des hésitations, la journée de clôture de la session du Conseil exécutif de l'OMS vendredi a vu l'adoption d'un certain nombre de mesures d'efficacité modestes, mais potentiellement significatives, visant à faire gagner du temps et de l'argent aux États membres et à l'agence en difficulté financière dans la préparation et la réponse aux mandats des États membres. Ces changements interviennent dans un contexte de tensions géopolitiques et sociales croissantes entre les États membres, une part de plus en plus importante du temps de discussion étant consacrée à une poignée de questions hautement politisées, notamment les guerres en Ukraine et à Gaza, ainsi que les droits en matière de santé sexuelle et reproductive. Dans le même temps, le Conseil exécutif et l'Assemblée mondiale de la santé (AMS) annuelle sont submergés par un volume croissant de projets de décisions et de résolutions, dont beaucoup sont coûteux à mettre en œuvre et ne correspondent pas toujours aux plans stratégiques établis... ».

« Parmi les réformes clés figure une initiative visant à rationaliser les délais et les critères de soumission par les États membres des projets de résolutions et de décisions, une mesure qui pourrait freiner la prolifération des propositions observée ces dernières années... ».

« ... D'autres mesures modestes visant à améliorer l'efficacité de la prochaine AMO comprennent un compromis sur la formulation approuvant la poursuite de la collaboration de l'OMS avec cinq ONG œuvrant dans le domaine des droits en matière de santé sexuelle et reproductive, et un plan visant à regrouper les discussions autour de deux rapports qui se recoupent sur la question épiqueuse des conditions sanitaires dans les « territoires palestiniens occupés » en un seul point de l'ordre du jour de l'AMO, afin d'éviter les doublons qui ont fait perdre des heures à l'AMO depuis 2024. ... »

PS : concernant le premier point : « ... Le Conseil exécutif est également parvenu à un accord permettant de gagner du temps sur un autre sujet fréquemment débattu à l'AMS : les engagements de l'OMS avec des acteurs non étatiques qui travaillent sur les droits en matière de santé sexuelle et reproductive (SRHR). L'Egypte, où l'avortement est illégal sauf si la vie de la femme est en danger, et même possible d'une peine de prison, est depuis longtemps à la tête de l'opposition aux engagements de l'OMS avec les ONG travaillant dans ce domaine. Cette année, cela comprenait l'opposition à la collaboration de l'OMS avec cinq groupes dont les conditions d'engagement avec l'OMS doivent être renouvelées cette année, dans le cadre d'un processus d'examen triennal de routine. Ces groupes sont les suivants : la Fédération internationale pour la planification familiale, l'American Society for Reproductive Medicine, Family Health International, le Population Council et la World Association for Sexual Health. ... »

Geneva Health Files - Réunion décisive à l'OMS : silence sur le retrait des États-Unis, débats sur les réformes de gouvernance, paix fragile sur les guerres culturelles

[Geneva Health Files](#) ;

« Dans cette édition, nous présentons un résumé des questions clés et des dynamiques qui se sont déroulées lors de la réunion du Conseil exécutif de l'OMS qui s'est terminée hier soir, le 6 février... » Quelques extraits :

« ... Malgré les aspects positifs, il ne fait aucun doute qu'une convergence de facteurs rend la gouvernance de la santé mondiale de plus en plus difficile, voire impossible. La géopolitique et les guerres culturelles ont failli prendre le dessus sur les travaux du Conseil. Seule une diplomatie habile a permis d'éviter cela, mais **nul ne sait comment ces pressions se manifesteront à l'approche de l'Assemblée mondiale de la santé et après celle-ci**. Ci-dessous, nous faisons le lien entre les différents enjeux et présentons les implications potentielles non seulement pour l'OMS, mais aussi pour la santé des populations en général. **Le principe de « souveraineté » est de plus en plus utilisé de manière sélective par divers pays dans différents domaines politiques** afin de se soustraire au droit, aux normes et aux directives internationaux, ce qui aura de graves implications pour l'élaboration des politiques de santé mondiale, selon les observateurs. **La souveraineté s'oppose à l'universalité**, qui est à la base du succès de la gouvernance mondiale en matière de santé... ».

Patnaik aborde également « **Le retrait des États-Unis et de l'Argentine : la balkanisation du droit international de la santé ?** » et « **l'engagement avec les acteurs non étatiques** ».

« Le Conseil a également eu du mal à prendre une décision concernant la collaboration avec des acteurs non étatiques, en particulier avec certaines entités spécifiques. Ce point à l'ordre du jour a plané comme un nuage sur les débats tout au long de la semaine, suscitant beaucoup de suspense et de spéculations quant à savoir s'il donnerait lieu à un débat difficile et houleux sur les droits et la santé des femmes, comme cela avait été le cas récemment, y compris lors d'une précédente réunion du Conseil d'administration. Les pays ont travaillé à résoudre leurs divergences profondes lors d'une série de sessions informelles jusqu'à la dernière heure des débats qui ont duré une semaine. Le compromis sur la décision a été négocié par la Norvège, entre autres... »

Connexes : « ... Bien que des efforts aient été faits pour maintenir le débat sur les droits sexuels et reproductifs à un niveau technique, les alliances transnationales et la coordination croissante entre les groupes d'extrême droite ont rendu cette lutte difficile et ont donné lieu à d'étranges alliances entre différents pays. » ... Au-delà des implications immédiates pour la santé et les droits des femmes et des filles, pour beaucoup, l'attaque contre le processus clé et négocié de responsabilisation de l'OMS soulève des questions plus larges... »

Et concernant les réformes de gouvernance : « Sous le choc de la crise financière et de la profonde restructuration de l'OMS, les pays ont également fait le point sur le rôle de l'organisation dans l'architecture mondiale de la santé en pleine évolution. Là encore, les pays étaient divisés. Selon certaines sources, tous les pays ne pensaient pas que l'OMS devait effectivement être au centre de cette coordination de la santé mondiale. « De nombreux pays développés estiment que d'autres agences mondiales de santé devraient jouer un rôle plus important », a déclaré un diplomate d'un pays en développement à propos des discussions sur les réformes de l'UN80...

Geneva Solutions - Le conseil d'administration de l'OMS pousse les États-Unis et l'Argentine à rompre avant la grande réunion

<https://genevasolutions.news/global-health/who-board-nudges-us-argentina-breakups-forward-before-big-meet>

« À l'approche de la grande réunion de l'Organisation mondiale de la santé en mai, les membres du conseil d'administration auraient accordé des faveurs juridiques aux États-Unis et à l'Argentine alors qu'ils se retirent de l'agence. »

Comprend l'avis de G L Burci.

« Surpris par les réactions au sein du conseil, Gian Luca Burci, professeur adjoint de droit international à l'Institut universitaire de Genève, affirme néanmoins que la réponse modérée du conseil exécutif aux retraits de l'Argentine et des États-Unis était une « dichotomie classique entre le droit et la politique ». Il note que seuls quelques pays, dont l'Espagne, le Japon et le Liban, se sont approchés d'une opposition au retrait de l'Argentine lors des discussions, préférant plutôt préserver leurs propres options futures. « Il y a une déférence évidente envers ce qu'un pays fait en tant qu'État souverain, peut-être par souci de ne pas prendre position clairement, car si aujourd'hui c'est l'Argentine, demain cela pourrait être moi », explique l'expert juridique... »

Burci prévient que la réunion du conseil d'administration pourrait avoir créé un nouveau précédent juridique en matière de retrait, en opposition à la position du secrétariat, sur la base de l'exemple de l'Europe de l'Est. « Ces pays ont été maintenus sur la liste des membres en tant que membres inactifs. Ils sont ensuite revenus, ont versé une somme symbolique et ont repris leur

participation active. » « ... En ouvrant la porte juridique à la possibilité pour les pays de quitter l'organisation, à un moment où le multilatéralisme est remis en question, on s'engage peut-être sur une pente glissante », ajoute-t-il...

HPW – Argentine : pas de retrait de l'Organisation panaméricaine de la santé – malgré son départ de l'OMS

<https://healthpolicy-watch.news/argentina-says-its-not-withdrawing-from-pan-american-health-organization-despite-leaving-who/>

« Bien que l'Argentine se retire de l'organisme mondial de l'Organisation mondiale de la santé, elle a l'intention de rester un membre actif de l'affilié régional de l'OMS, l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), a déclaré vendredi le représentant du pays au Conseil exécutif de l'OMS. ... »

PS : « Aucune solution claire pour répondre aux États membres qui se retirent : la discussion du Conseil exécutif n'a pas non plus abouti à une recommandation unanime sur la question de savoir si l'Assemblée mondiale de la santé devait « accepter » activement le retrait de l'Argentine – ou comment répondre au retrait des États-Unis alors que Washington doit encore quelque 360 millions de dollars d'arriérés. ... Alors que de nombreux États membres de l'OMS présents à la réunion du Conseil exécutif ont souligné que les pays avaient le droit souverain de décider de rester ou non dans une organisation internationale, d'autres ont insisté sur la complexité juridique de la question et sur la nécessité d'un examen plus approfondi avant que l'Assemblée mondiale de la santé ne prenne position en mai... »

PS : « La Chine a qualifié la décision des États-Unis de manque de leadership, déclarant : « En tant qu'organisation intergouvernementale internationale la plus représentative et la plus influente dans le domaine de la santé, l'OMS assume une responsabilité importante dans la gouvernance mondiale de la santé... Les grands pays, en particulier, devraient montrer l'exemple. Ils ne devraient pas traiter l'OMS comme un outil à utiliser à leur convenance et à abandonner lorsqu'il ne leur convient plus. Ils ne devraient pas non plus contourner l'OMS et mettre en place des mécanismes alternatifs », a déclaré le délégué chinois. « Les pays devraient respecter l'état de droit et ne pas remplir de manière sélective leurs obligations et engagements internationaux, ni faire passer [leur] agenda politique national avant le droit international et les gouvernements. » Dans le même temps, la Chine a appelé à une réévaluation des règles de l'OMS concernant l'entrée et la sortie des États membres de l'organisation, pour lesquelles la constitution de l'OMS de 1948 ne prévoit que peu de dispositions... »

- Pour en savoir plus, consultez [Stat News – La Chine critique le retrait des États-Unis de l'OMS, les accusant de contourner le droit international.](#)

« L'administration Trump privilégie la politique intérieure au détriment de la santé mondiale, selon l'ambassadeur chinois. »

HPW - Recul en matière de nutrition maternelle et infantile : un rapport de l'OMS révèle

<https://healthpolicy-watch.news/who-report-maternal-and-child-health/>

« Le Conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a été confronté jeudi à un sombre bilan dans un rapport détaillant comment les progrès mondiaux en matière de nutrition maternelle, infantile et infantile ont largement stagné, voire régressé. Notamment, six objectifs nutritionnels essentiels restent « hors piste », avec une augmentation des taux d'anémie et une recul de l'obésité infantile, menaçant de réduire à néant des années de progrès, selon un rapport examiné par le Conseil exécutif. ... Lors du premier débat approfondi depuis que les États membres se sont engagés à accélérer les mesures en faveur de la nutrition maternelle et infantile dans une résolution de l'Assemblée mondiale de la santé de 2025, les délégués ont qualifié cette stagnation de crise systémique d'inégalité aggravée par les conflits et le changement climatique... ».

HPW – L'OMS ralentit le rythme de sa stratégie en matière de santé autochtone afin de garantir un consentement « significatif »

<https://healthpolicy-watch.news/who-slows-pace-on-indigenous-health-plan/>

« L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a ralenti le rythme de l'élaboration d'un plan d'action mondial visant à améliorer la santé des peuples autochtones à l'échelle mondiale, le Conseil exécutif ayant voté jeudi le report de l'examen final du plan jusqu'en mai 2027. Le projet de stratégie vise à remédier aux inégalités flagrantes en matière de santé auxquelles sont confrontées de nombreuses communautés autochtones, en se concentrant sur des domaines prioritaires tels que l'accès aux services, la reconnaissance des connaissances traditionnelles et la résilience climatique. »

La décision de prolonger d'un an la date limite du plan de santé autochtone reflète un consensus entre les États membres pour privilégier la légitimité du processus plutôt que la rapidité. En s'éloignant de l'objectif initial de 2026, le Conseil vise à garantir le « consentement libre, préalable et éclairé » des populations concernées par la politique, à savoir les communautés autochtones qui peuvent être plus difficiles à atteindre ou à impliquer... ».

- Et un lien : OMS - [Le Conseil exécutif de l'OMS examine les progrès réalisés dans le cadre du Programme de vaccination 2030](#)

Conférence de Munich sur la sécurité (13-15 février)

PS : restez à l'écoute pour la publication du rapport de la Commission Lancet sur les menaces mondiales pour la santé au ^{XXI}siècle.

Le rapport MS de cette année a pour thème : [**« Sous destruction »**](#)

« ... Cette année, il se concentre plus spécifiquement sur la réaction de plus en plus vive contre les principes fondamentaux de l'ordre post-1945, qui se manifeste non seulement aux États-Unis, mais aussi dans de nombreuses régions du monde. Les auteurs examinent également l'évolution de la sécurité en Europe et en Asie, et passent en revue les changements dans les domaines du commerce et de la coopération au développement, où les conséquences ont été particulièrement visibles. ... »

Et plus particulièrement au **chapitre 5** : « ... À l'instar du commerce mondial, la coopération au développement et l'aide humanitaire (chapitre 5) sont depuis longtemps mises à rude épreuve. Confrontés à la pression économique, aux campagnes de désinformation populistes de l'e et à une réalité géopolitique plus compétitive, les pays donateurs traditionnels ont défini leurs intérêts nationaux de manière plus restrictive. En conséquence, même avant le second mandat de Trump, le monde n'était pas en voie d'atteindre aucun des 17 objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies d'ici 2030 et de nombreuses interventions humanitaires restaient sous-financées. Pourtant, les politiques américaines ont poussé les systèmes de développement et d'aide humanitaire, déjà sous pression, dans une crise existentielle. L'administration Trump a rejeté les ODD, les qualifiant d'« initiatives mondialistes ». Et ses coupes budgétaires ont déjà des répercussions sur les populations de nombreux pays à faible et moyen revenu. **Comme rien ne laisse présager que les lacunes laissées seront entièrement comblées par des donateurs non traditionnels, ceux qui restent attachés à la solidarité avec les plus vulnérables se sont concentrés sur des réformes visant à améliorer l'efficacité et l'efficience des systèmes de développement et d'aide humanitaire. »**

PS : « ... Au milieu des débats récents dans de nombreux pays donateurs traditionnels, l'analyse suggère qu'aucun acteur ne comblera à lui seul le déficit de financement émergent. Si l'Arabie saoudite, la Turquie, les Émirats arabes unis, le Brésil et la Chine sont devenus des donateurs plus visibles, leurs contributions restent inférieures aux niveaux précédemment fournis par les États-Unis ou l'Allemagne... ».

Devex (Opinion) - Note à l'attention des dirigeants mondiaux : la sécurité alimentaire est le fondement de la stabilité mondiale

Ban Ki Moon et al ; <https://www.devex.com/news/a-memo-to-world-leaders-food-security-is-the-basis-of-global-stability-111865>

« **Les dirigeants présents à la Conférence sur la sécurité de Munich doivent reconnaître que le financement de la recherche et du développement agricoles est un investissement dans la sécurité alimentaire, la stabilité et une paix durable.** »

« **Alors que les dirigeants mondiaux se réunissent cette semaine à la Conférence sur la sécurité de Munich, en Allemagne, l'impact des tensions géopolitiques sur les systèmes alimentaires mondiaux est de plus en plus difficile à ignorer.** Plus que jamais, nos dirigeants doivent reconnaître que **la stabilité et la sécurité alimentaire sont indissociables.** Une « **tempête parfaite** » interdépendante, composée de troubles, de chocs climatiques, de concurrence pour les ressources, de migrations et de hausse des prix alimentaires, est en train de remodeler la sécurité mondiale. **Les conflits et la faim sont étroitement liés.** L'insécurité alimentaire peut entraîner l'instabilité, alimentant les troubles et les déplacements de population, tandis que les conflits plongent les pays et les régions dans l'insécurité alimentaire en perturbant la production, les chaînes d'approvisionnement et les marchés. **En 2024, près de 140 millions de personnes dans 20 pays et territoires ont été confrontées à l'insécurité alimentaire, principalement due aux conflits et à l'instabilité.** ... »

Guardian - Les plans de sécurité nationale doivent s'adapter pour éviter un « nouveau désordre mondial », selon le responsable des questions climatiques à l'ONU

<https://www.theguardian.com/environment/2026/feb/12/security-strategies-ignoring-climate-crisis-are-dangerously-narrow-un-climate-chief-says>

« Les stratégies de sécurité nationale qui ne tiennent pas compte de la crise climatique sont « dangereusement étroites » et exposeront les pays à un « nouveau désordre mondial » menaçant de famine et de conflits, a averti le responsable climat de l'ONU. Ces avertissements ont été lancés alors qu'un projet d'ordre du jour clé pour la **conférence climatique Cop31** omettait de mentionner les combustibles fossiles et privilégiait plutôt les intérêts des hôtes turcs, tels que la gestion des déchets et le tourisme. »

« Simon Stiell, secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, a déclaré : « La sécurité est le mot qui revient le plus souvent dans la bouche des dirigeants, mais beaucoup s'accrochent à une définition dangereusement restrictive. Pour tout dirigeant qui prend la sécurité au sérieux, l'action climatique est une mission essentielle, car **les effets du climat font des ravages sur toutes les populations et toutes les économies**. » Les dirigeants et les hauts responsables de dizaines de gouvernements se réuniront à Munich ce week-end pour une conférence annuelle sur la sécurité. Mais le climat risque d'être relégué au second plan, les pays discutant des dépenses militaires et de l'instabilité mondiale... »

Réunion du Conseil d'administration du Fonds mondial (11-13 février, en cours)

Restez à l'écoute pour le **communiqué de presse** (entre autres).

HPW - L'UE s'engage à verser 700 millions d'euros au Fonds mondial, ce qui est inférieur aux engagements précédents

<https://healthpolicy-watch.news/eu-pledge-to-global-fund/>

Depuis le début de la semaine. « La Commission européenne s'apprête à réduire considérablement ses contributions au **Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme**, mettant ainsi fin à une tendance vieille de plusieurs décennies qui consistait à augmenter les contributions à cette organisation multilatérale de santé. »

« Selon une étude de *Health Policy Watch*, la Commission prévoit de s'engager à verser 700 millions d'euros sur une période de quatre ans, de 2026 à 2029, lors de la réunion du conseil d'administration du Fonds mondial qui débutera mercredi (11 février). Comme le montant total est inférieur à celui des engagements précédents et s'étale sur une période plus longue, cela signifie une réduction d'environ 60 millions d'euros par an, soit une baisse de 26,5 %. Au cours du cycle de reconstitution précédent, la Commission s'était engagée à verser 715 millions d'euros sur trois ans, de 2023 à 2025, ce qui représentait à l'époque une augmentation de 30 % par rapport à l'engagement précédent... ».

PS : « Pas de budget à long terme pour la santé mondiale : ... Le CFP étant déjà sous pression, le financement européen de la santé mondiale est confronté à un avenir incertain, ce qui fait craindre aux défenseurs de la santé qu'il ne soit plus considéré comme une priorité dans la stratégie à long terme de l'UE. Dans sa proposition pour le prochain CFP, la Commission a confirmé qu'il n'y aurait pas de « guichet dédié à la santé », garantissant ainsi que les crédits budgétaires soient réservés à cet effet. Au lieu de cela, il sera réparti entre un pilier « mondial » et des piliers « géographiques » – essentiellement des comptes régionaux attribués à des zones spécifiques telles que l'Afrique subsaharienne, le Moyen-Orient ou l'Asie –, ce qui suscite des inquiétudes quant à un **abandon du multilatéralisme**. La Commission fait valoir que cela permet un financement plus souple et mieux adapté aux objectifs stratégiques de l'UE. Un porte-parole de la Commission a déclaré que, bien qu'il n'y ait pas de volet santé dans le programme « Europe globale », le nouveau Fonds européen pour la compétitivité, dédié à la croissance économique, comprendra un budget consacré à la santé. Les détracteurs avertissent que les contributions aux initiatives mondiales en matière de santé devront suivre le rythme des projets d'infrastructure, de numérisation et de sécurité... »

Repenser la santé mondiale/le développement/la coopération internationale/...

Une semaine de réimagination relativement « calme » :)

Hickel et Varoufakis ont toutefois quelques bonnes idées : [Nous pouvons dépasser le modèle capitaliste et sauver le climat – voici les trois premières étapes](#) (Guardian)

Devex (Opinion) - Les puissances moyennes ne sont plus les seconds rôles du développement mondial

Par Nicole Goldin ; <https://www.devex.com/news/middle-powers-are-no-longer-the-supporting-cast-in-global-development-111850>

« L'avenir du développement mondial pourrait dépendre moins des grandes puissances traditionnelles que de la collaboration entre les puissances moyennes. »

« ... Dans cet espace, un groupe diversifié et de plus en plus influent de pays « de taille moyenne » a fait son apparition aux côtés du Canada de Carney. Dans l'hémisphère sud et nord, de l'Amérique latine et l'Europe à l'Asie-Pacifique, l'Afrique et les pays du Golfe, les puissances moyennes ne sont plus des acteurs périphériques de la coopération au développement. Elles jouent désormais un rôle central dans l'adaptation ou la fracture du système... »

« L'avenir de la coopération au développement pourrait être moins déterminé par les décisions des grandes puissances que par les choix communs des puissances moyennes... »

« ... Trois réalités plaident en faveur de la promotion d'un programme des puissances moyennes pour la coopération au développement et le financement... ».

PS : « *Les opinions de l'auteur s'appuient sur un document d'étude à paraître, rédigé en collaboration avec Irfana Khatoon et intitulé « Comprendre les puissances moyennes dans la coopération au développement », qui sera publié par la Fondation Friedrich Ebert. »*

ORF - Après 2030 : défendre les objectifs mondiaux à l'ère du repli

M Sengupta ; <https://www.orfonline.org/expert-speak/after-2030-defending-the-global-goals-in-an-age-of-retreat>

« Si les ODD doivent être remplacés ou repensés après 2030, la **tâche la plus urgente** consiste à identifier ce qui ne doit pas être perdu. »

Quelques citations :

« Les ODD ont tenté de concilier une aspiration morale universelle avec un système d'États souverains peu disposés à s'engager à respecter des obligations exécutoires. Le **compromis** qui en a résulté était prévisible : une **ambition sans effet**. »

« La question n'est donc pas de savoir si les ODD ont échoué – ils ont échoué –, mais si, en réponse à cet échec, le monde est prêt à renoncer à l'idée que l'épanouissement humain est une préoccupation mondiale commune. »

Nature (Vision du monde) – Comment sauver le secteur de l'aide humanitaire : se concentrer sur la prévention des conflits, et pas seulement sur les secours

R Arezki ; <https://www.nature.com/articles/d41586-026-00384-4>

« À une époque où les conflits s'intensifient, une approche de l'aide axée uniquement sur le développement ne donnera que des résultats éphémères. »

Sommet de l'Union africaine (11-15 février, Addis-Abeba) et santé

Avec quelques lectures et analyses connexes (provenant de **la société civile, des protagonistes africains de la santé mondiale, des groupes de réflexion...**), avant la réunion.

Mais tout d'abord, à l'ordre du jour de l'Africa CDC : (via [Africa CDC](#)) : « **L'Africa CDC participera à la 39e session ordinaire du sommet de l'Union africaine (UA) à travers une série d'engagements de haut niveau visant à faire progresser la mise en œuvre du programme pour la sécurité et la souveraineté sanitaires en Afrique (AHSS).** » « En marge du sommet, l'Africa CDC, en collaboration avec les chefs d'État, les ministres et les partenaires stratégiques, **organisera des dialogues de haut niveau axés sur le financement durable de la santé, le développement du personnel de santé, la santé communautaire, la vaccination, la fabrication locale et la réforme de l'architecture mondiale de la santé.** Ces engagements renforcent la mission de l'Africa CDC qui consiste à protéger la santé en Afrique et à renforcer des systèmes de santé résilients et équitables à travers le continent... ».

Le système de santé africain au bord de la rupture alors qu'un déficit de financement de 66 milliards de dollars coïncide avec le sommet de l'UA

<https://www.tv47.digital/africas-health-system-at-breaking-point-as-66-billion-funding-gap-collides-with-au-summit-137334/>

Couverture d'un **webinaire (société civile et experts de la santé)** avant le sommet de l'UA. « **Alors que les chefs d'État africains arrivent à Addis-Abeba pour le sommet de l'Union africaine (UA), les défenseurs de la santé avertissent que le continent est confronté à une véritable urgence financière, qui pourrait redéfinir la santé publique, la stabilité de l'État et la légitimité politique à travers l'Afrique.** »

« **Lors d'un webinaire de haut niveau organisé à la veille du sommet, une coalition d'organisations de la société civile et d'experts en santé** a déclaré que le modèle de soins de santé africain, dépendant des donateurs, s'était effectivement effondré.

« **Une baisse prévue de 70 % de l'aide étrangère, associée à une crise de la dette souveraine qui s'aggrave, a laissé le continent confronté à un déficit annuel de 66 milliards de dollars dans le financement de la santé** et à ce que les intervenants ont décrit comme un « **appel de marge** » imminent sur la sécurité sanitaire de l'Afrique. **La réunion, intitulée « Africa Leadership for Health Sovereignty » (Le leadership africain pour la souveraineté sanitaire), a été organisée par l'AIDS Healthcare Foundation (AHF) Africa en collaboration avec AFRICA REACH, WACI Health et RANA.** Les intervenants ont averti que **34 pays africains dépensent désormais plus pour le service de la dette liée à l'e que pour les soins de santé**, un déséquilibre qui, selon eux, menace non seulement des vies, mais aussi la stabilité nationale. »

« **... Les données présentées lors de la session ont brossé un tableau sombre.** L'Afrique supporte 23 % de la charge mondiale de morbidité, mais ne représente que 1 % des dépenses mondiales de santé. Parallèlement, **les gouvernements africains empruntent à des taux d'intérêt avoisinant les 10 %, contre 2 ou 3 % pour les pays riches**, une disparité que les intervenants ont qualifiée d'**« apartheid financier »**.

« **La crise est accélérée par ce que les participants ont qualifié de « chute soudaine des financements ».** Des milliers de programmes soutenus par l'USAID ont été interrompus, les donateurs européens se retirent et **les budgets nationaux consacrés à la santé, généralement bloqués à 7 ou 8 %, restent bien en deçà de l'objectif de 15 % fixé dans la Déclaration d'Abuja... »**

PS : « **Les intervenants ont également averti que le sous-financement de la santé n'était plus seulement un échec de la politique sociale, mais aussi un risque pour la sécurité.** Martin Matabishi, directeur du bureau africain de l'AHF, a mis en garde contre le fait que la fragilité des systèmes de santé alimentait l'instabilité, affirmant que les dirigeants qui privilégièrent les créanciers au détriment des cliniciens « choisissent la fragilité plutôt que l'avenir ». **Le webinaire s'est conclu par un appel à l'action lancé par Tolessa Olana Daba, de l'AHF Éthiopie, qui s'adressait directement aux dirigeants de l'UA.** Il a déclaré que **l'Afrique devait abandonner sa dépendance à l'égard de l'aide imprévisible des donateurs et s'engager résolument dans la voie de l'investissement dans la santé et de l'autosuffisance.**

Le manifeste de la coalition énonce trois exigences non négociables : une position africaine unifiée pour renégocier la dette « odieuse » et libérer des ressources budgétaires pour la santé ; la mise en place rapide de l'Agence africaine des médicaments pour soutenir la production pharmaceutique locale ; et le passage d'une politique centrée sur l'État à une « souveraineté centrée sur les personnes », garantissant que les communautés confrontées à des chocs sanitaires liés au climat ne soient pas laissées pour compte.

Et une dernière citation : « **On ne peut pas mendier pour combler un déficit sanitaire de 43 dollars par personne.** Lorsque les pays choisissent de rembourser leur dette plutôt que d'acheter des médicaments vitaux, ce n'est plus une question d'économie, c'est une accusation morale. »

Project Syndicate - L'Afrique doit atteindre la souveraineté sanitaire avant la prochaine pandémie

John Nkengasong ; <https://www.project-syndicate.org/commentary/africa-must-achieve-health-sovereignty-before-next-pandemic-by-john-nkengasong-2026-02>

« **À la suite de l'épidémie de COVID-19, les Centres africains pour le contrôle des maladies ont reçu un afflux de financements externes afin de renforcer leurs capacités, de faciliter la fabrication locale de vaccins et de mettre en place des réseaux génomiques solides à travers le continent.** Pour se préparer à la prochaine pandémie, les gouvernements africains doivent s'engager à soutenir ces efforts. »

« **John Nkengasong estime que le continent doit être prêt à mener sa propre riposte, sous peine d'être laissé pour compte dans la reprise.** »

Il revient également sur le partenariat entre l'Africa CDC et la Fondation Mastercard.

Extrait : « **... Un partenariat avec la Fondation Mastercard (où je travaille actuellement) a rendu possible une nouvelle stratégie.** Reeta Roy, alors présidente et directrice générale de la Fondation, nous a contactés pour nous demander si un milliard de dollars permettrait de mettre en place une réponse significative à la pandémie et, si oui, à quoi ressemblerait cette réponse. Après avoir expliqué que ces fonds nous permettraient d'acheter et de distribuer des vaccins, de renforcer nos capacités institutionnelles et de soutenir la fabrication locale de vaccins, **la Fondation s'est engagée à verser 1,5 milliard de dollars à Saving Lives and Livelihoods**, un partenariat de trois ans avec l'Africa CDC qui s'est achevé en décembre 2025. Cet investissement a radicalement changé la façon dont le monde percevait l'Africa CDC. La collecte de fonds est soudainement devenue plus facile. La Banque mondiale, qui avait précédemment offert 10 millions de dollars dans le cadre d'une subvention régionale avant la pandémie, s'est engagée à verser 100 millions de dollars pour renforcer la préparation en matière de santé publique sur le continent. Le Royaume-Uni a suivi avec un financement de 20 millions de livres sterling (27 millions de dollars). Lorsque j'ai quitté l'Africa CDC en mai 2022, l'organisation avait mobilisé environ 1,8 milliard de dollars... ».

Devex (Opinion) - L'Afrique peut financer sa propre santé si nous privilégions l'efficacité à la dépendance

J D Mahama, J Kaseya et al ; <https://www.devex.com/news/sponsored/africa-can-pay-for-its-own-health-if-we-choose-efficiency-over-dependency-111852>

« La principale vulnérabilité de l'Afrique en matière de santé n'est pas le manque de fonds, mais le manque d'efficacité. Pour financer sa propre résilience et retrouver sa souveraineté, le continent n'a pas besoin de dépenser plus, mais plutôt de dépenser plus intelligemment. »

« ... D'après une étude récemment publiée par les Centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies concernant le financement de la santé sur le continent, jusqu'à 40 % des dépenses de santé sont perdues chaque année en raison d'un manque d'efficacité : planification fragmentée, systèmes de prestation redondants, faiblesse des processus d'approvisionnement, mauvaise gestion des salaires, travailleurs fantômes et incitations inadaptées. Un tel niveau de gaspillage paralyserait même les systèmes les plus riches... »

« ... L'efficacité est le nouvel espace budgétaire de l'Afrique : nous disposons désormais des preuves nécessaires pour réécrire le scénario. Selon la nouvelle étude de l'Africa CDC, si les pays africains s'attaquent systématiquement aux inefficacités, ils peuvent récupérer environ 14 dollars par habitant chaque année grâce à une meilleure utilisation des ressources existantes et à certaines réformes nationales. Ce chiffre à lui seul est révolutionnaire : en cinq ans, il pourrait suffire à remplacer environ 50 % du financement actuel des donateurs pour la santé sur le continent et à réduire la dépendance à l'aide extérieure à moins de 20 % des dépenses totales de santé... ».

HPW - Alors que le modèle d'aide s'effondre, l'Afrique réécrit son avenir en matière de santé grâce à la « Réunion des dirigeants africains »

A A Twum-Amoah ; <https://healthpolicy-watch.news/as-the-aid-model-collapses-africa-is-rewriting-its-health-future-through-the-african-leadership-meeting/>

« À la veille de la réunion annuelle de l'Union africaine, les dirigeants doivent sécuriser leurs pays en augmentant les dépenses de santé. »

« En 2019, les chefs d'État africains, sous la houlette du président rwandais Paul Kagame, ont convoqué à Addis-Abeba la toute première réunion des dirigeants africains (ALM) sur l'investissement dans la santé. Ce fut un moment décisif d'introspection collective où les dirigeants ont reconnu que l'Afrique ne pouvait pas construire des systèmes de santé solides dépendant des priorités des donateurs ou des calendriers externes. Ils ont affirmé que la santé n'est pas simplement une question de développement, mais un investissement stratégique fondamental pour la sécurité économique et humaine et le développement à long terme. »

La déclaration de l'ALM, adoptée à l'unanimité, appelait à un financement national plus solide, à une responsabilité mutuelle renforcée et à un nouveau partenariat entre les ministères de la Santé et les ministères des Finances, deux institutions qui avaient trop souvent abordé les défis en matière de soins de santé sous des angles opposés. Cette base porte aujourd'hui ses fruits et devrait figurer parmi les premiers cadres auxquels les décideurs politiques se réfèrent lorsqu'ils sont confrontés aux crises financières actuelles et recherchent des solutions durables pour les années à venir...

« À ce jour, 12 États membres de l'Union africaine, dont le Burundi, le Kenya, le Malawi, Maurice, le Mozambique, la Namibie, le Nigeria, le Rwanda, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe, ont organisé des dialogues nationaux sur le financement de la santé dans le cadre de l'ALM, conformément à la Stratégie africaine pour la santé (2016-2030). ... » Ces dialogues, codirigés par les ministères des Finances et de la Santé, brisent les cloisonnements de longue date et développent des approches plus cohérentes pour mobiliser des financements nationaux et mixtes,

donner la priorité à la préparation aux pandémies et accroître la production locale et l'innovation. Ils traduisent surtout les engagements politiques en réformes budgétaires concrètes, en contrôle parlementaire et en responsabilité fiscale... »

« ... Ancré dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine et sa vision d'autodétermination, l'ALM adopte une vision à long terme du programme de santé de l'Afrique. Il positionne les dépenses de santé non pas comme un coût humanitaire vulnérable aux changements géopolitiques, mais comme un pilier de la résilience économique et de la sécurité nationale. Les outils qui émergent actuellement du processus ALM sont déjà en train de remodeler la prise de décision à travers le continent. Les centres régionaux de financement de la santé, un outil de suivi de l'ALM à l'échelle du continent, le tableau de bord de l'UA et les nouvelles plateformes numériques pour les données financières introduisent des niveaux de transparence, de coordination et de planification fondée sur des données factuelles qui étaient autrefois inimaginables. ... »

En conclusion : « ... Grâce à l'ALM, l'Afrique a commencé à construire cette base, une voie continentale menant de la vulnérabilité à la souveraineté, de la dépendance à la durabilité. Il reste à la renforcer, à la développer et à veiller à ce qu'elle donne des résultats pour tous les Africains. »

Nature (éditorial) – Les pays africains doivent prendre le contrôle de leur politique de santé

<https://www.nature.com/articles/d41586-026-00381-7>

« Les coupes massives dans le financement mondial des soins de santé ont eu un impact énorme sur le continent, mais un système plus résilient peut être construit de l'intérieur. »

Cet éditorial se concentre sur le principe « un plan, un budget, un rapport ». « Il ne fait aucun doute que c'est ce dont les pays africains ont besoin s'ils veulent sérieusement mettre en place une couverture sanitaire universelle, garantissant à chaque membre de leur population l'accès à ce droit humain fondamental. Mais une telle approche n'a jamais été mise en œuvre en Afrique. Certaines des raisons de cette situation sont exposées dans un rapport sur le financement de la santé publié la semaine dernière par les Centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies (Africa CDC), l'agence de santé publique du continent basée à Addis-Abeba. Mais s'il y a un moment pour mettre cette idée en pratique, c'est bien maintenant... ».

All Africa - Afrique : Mettre en place des systèmes de santé pour la souveraineté vaccinale de l'Afrique

Chinedu Moghalu et Nicaise Ndembu ;

<https://allafrica.com/stories/202602100536.html#:~:text=Ces%20efforts%20s'inscrivent%20dans%20le%20cadre%20d'une%20approche%20plus%20large,dans%20des%20traitements%20et%20des%20vaccins%20novateurs.>

« La souveraineté vaccinale en Afrique n'est plus une ambition abstraite. Il s'agit d'un processus en cours, fondé sur l'Ubuntu et les décisions politiques africaines, les réformes institutionnelles et les nouvelles plateformes de distribution. Y parvenir n'est pas seulement un impératif sanitaire, mais aussi une nécessité économique et politique. La mesure du succès réside désormais dans la pérennité de la distribution. »

CGD (blog) - Comment les gouvernements africains ont réagi au choc de l'aide en 2025

B Bedasso ; <https://www.cgdev.org/blog/how-african-governments-responded-2025-aid-shock>

« **Cet article jette un premier coup d'œil rapide sur ce que les gouvernements africains ont réellement fait ou dit en réponse aux réductions d'aide actuelles ou imminentes au cours de l'année 2025.** L'objectif est de cartographier le type, la portée et l'intensité des réponses des gouvernements au cours de l'année 2025, en utilisant l'année précédente comme référence... »

« ... J'ai compilé un **ensemble de données comprenant 442 événements impliquant des gouvernements qui pourraient être directement ou indirectement liés aux réductions de l'aide dans 54 pays africains en 2024 et 2025.** Un « événement » est défini comme un cas distinct et datable dans lequel un acteur gouvernemental (par exemple, le président/premier ministre, le parlement ou un ministère clé) prend une mesure, annonce un plan ou fait une déclaration officielle liée aux réductions de l'aide ou aux changements associés en matière de financement et d'alignement géopolitique... »

« ... Il s'agit d'un **exercice de cartographie préliminaire et indicatif** plutôt que d'un audit définitif des réponses des pays. Mais même avec cette réserve, **deux implications ressortent.** Premièrement, les **pays qui dépendent le plus de l'aide semblent les moins capables de mettre en place des réponses souveraines visibles et opportunes.** Deuxièmement, les **mesures prises sont fortement axées sur la santé, tandis que l'éducation et d'autres investissements à long terme sont largement absents du cadre de réaction.** Si les années à venir apportent une contraction plus large et plus soutenue de l'APD, le risque n'est pas seulement une perturbation à court terme des services, mais aussi un effondrement à long terme du capital humain... ».

Avec **trois recommandations.**

Devex - La réorganisation des soins de santé en Afrique laissera-t-elle les patients payer la note ?

Par David Njagi ; <https://www.devex.com/news/will-africa-s-health-care-reset-leave-patients-footing-the-bill-111538>

« Les systèmes de santé africains sont contraints à une réorganisation rapide en raison de la baisse des financements des bailleurs de fonds. **Les gouvernements augmentent les impôts, empruntent et réduisent les services pour faire face à la situation,** ce qui risque de faire peser davantage les coûts des soins de santé sur les patients. »

PS : « ... Les experts ont reconnu que l'augmentation des impôts et des emprunts peut aider les gouvernements à payer les frais de santé de base en l'absence d'aide au développement. Mais **un défi plus important se profile : le financement des innovations en matière de santé, telles que les équipements de diagnostic, l'imagerie du cancer, les appareils de dialyse et les nouveaux médicaments.** Selon les Centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies, les dépenses de santé en Afrique devraient passer de 110 milliards de dollars en 2023 à 260 milliards de dollars en 2050. ... Avec le départ de grands donateurs tels que l'USAID, les gouvernements doivent assumer le coût de l'acquisition d'innovations en matière de santé, alors même qu'ils sont confrontés à un service de la dette élevé et à une marge de manœuvre budgétaire limitée... ».

CGD - Les réductions de l'aide ne conduisent pas à des réformes en Afrique subsaharienne

B Clements et al ; <https://www.cgdev.org/blog/aid-cuts-are-not-leading-reforms-sub-saharan-africa>

Sur la situation actuelle. « ... Ces évolutions ont-elles incité les pays bénéficiaires de l'aide à augmenter les impôts nationaux ou à réduire les dépenses moins prioritaires afin de compenser la baisse des flux d'aide ? Dans cet article, nous examinons les déclarations budgétaires et les annonces politiques de nombreux pays d'Afrique subsaharienne en réponse au resserrement de l'environnement financier extérieur. Nous constatons que les réponses politiques ont été limitées – elles se sont confinées à seulement deux des 18 pays étudiés – et, lorsqu'elles ont eu lieu, elles se sont concentrées sur la mobilisation de ressources supplémentaires. Plusieurs pays ont reconnu les coupes budgétaires de l'USAID, mais aucun n'a pris de mesures concrètes pour redéfinir les priorités des dépenses dans les domaines moins prioritaires afin de protéger les dépenses de santé essentielles... »

Stratégie américaine en matière de santé mondiale, PHFFA et accords bilatéraux sur la santé

Renforcer la résilience sanitaire au Burundi grâce à la stratégie américaine en matière de santé mondiale

<https://www.state.gov/releases/office-of-the-spokesperson/2026/02/building-health-resilience-in-burundi-through-the-america-first-global-health-strategy/>

(6 février) « Le 6 février, les États-Unis et le gouvernement du Burundi ont signé un protocole d'accord bilatéral de coopération sanitaire d'une durée de cinq ans qui fait progresser la stratégie américaine « America First Global Health Strategy » tout en protégeant les Américains contre les menaces de maladies infectieuses. ... Grâce à ce protocole d'accord, en collaboration avec le Congrès, le département d'État prévoit de fournir plus de 129 millions de dollars au cours des cinq prochaines années pour soutenir les efforts du Burundi dans la lutte contre le VIH/sida et le paludisme, tout en renforçant la surveillance des maladies et la réponse aux épidémies. Le gouvernement burundais s'engage à augmenter ses propres dépenses de santé nationales de 26 millions de dollars au cours des cinq années couvertes par le protocole d'accord, en supposant une plus grande autonomie de son propre système de santé... ».

- Connexes : HPW - [Les États-Unis signent un protocole d'accord sur la santé avec le Burundi et choisissent la Hongrie comme partenaire religieux](#)

« Le rythme des signatures a ralenti après la vague de protocoles d'accord signés par les États-Unis à la fin de l'année dernière dans le cadre de leur « stratégie mondiale pour la santé America First ». Cependant, les protocoles d'accord dans le domaine de la santé ont cédé la place à une vague d'accords commerciaux américains axés sur les minéraux critiques et les terres rares. Selon le département d'État américain, au moins 21 protocoles d'accord liés aux minéraux ont été signés au cours des cinq derniers mois, dont 11 rien que la semaine dernière, parallèlement à une réunion ministérielle sur les minéraux critiques. Curieusement, les États-Unis ont également choisi la

Hongrie comme partenaire pour promouvoir la liberté religieuse en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient... ».

Les abandonnés – Merci, mais non merci

A Green ; <https://theforsaken.substack.com/p/thanks-but-no-thanks>

« Tout le monde n'est pas aussi enthousiaste à propos des nouveaux accords de financement de la santé que Washington conclut avec les pays africains. »

Extrait : « ... J'ai été intrigué par un autre groupe de Zambiens mécontents. Il s'agit notamment de dirigeants de longue date de programmes de lutte contre le VIH qui ne voulaient pas voir leur gouvernement signer un nouvel accord avec les États-Unis. En effet, même s'ils reconnaissent l'aide sans précédent que les États-Unis ont apportée à la mise en place et au maintien de services de lutte contre le VIH pendant plus de deux décennies, ils veulent désormais que Washington s'en aille. « Cette aide est disponible depuis longtemps », m'a confié un dirigeant zambien, vétéran de la lutte contre le VIH depuis deux décennies. Il a demandé à rester anonyme afin de ne pas se mettre à dos le gouvernement zambien. « Nous en sommes arrivés à un point où, même lorsque nous n'avons pas besoin d'aide, nous pensons en avoir besoin. » Il craint que les gens oublient déjà ce que la décision du président Trump de suspendre l'aide étrangère en janvier dernier a révélé, à savoir à quel point les pays dépendaient du soutien des États-Unis pour leurs programmes de lutte contre le VIH... »

Devex – Alors que les États-Unis exportent des préjudices idéologiques dans le domaine de l'aide sanitaire, voici comment y résister

Kent Buse et al ; <https://www.devex.com/news/as-the-us-exports-ideological-harm-in-health-aid-here-s-how-to-resist-it-111849>

« Avec l'extension de la politique de Mexico, l'aide américaine régit désormais les valeurs autant que les services. Le silence peut sembler stratégique, mais il cause déjà du tort. Voici un programme de résistance en matière de santé mondiale. »

« ... L'extension récente de la politique de Mexico des États-Unis marque un tournant pour la santé mondiale et l'aide au développement. Ce qui était autrefois une restriction contestée sur les services liés à l'avortement s'est transformé en un test idéologique radical, appliqué à l'ensemble de l'aide étrangère non militaire. Les dommages causés aux systèmes de santé par le mémorandum présidentiel de l'année dernière rétablissant la politique de Mexico sont déjà évidents, reflétant des schémas bien documentés lors des précédentes périodes d'application. Mais la question plus fondamentale est maintenant de savoir si les groupes de santé mondiale accepteront ce changement ou s'ils s'organiseront pour y résister... »

Cette politique a été intégrée dans un nouveau cadre, intitulé « [Promoting Human Flourishing in Foreign Assistance](#) » (Promouvoir l'épanouissement humain dans l'aide étrangère, ou PHFFA), qui conditionne l'aide américaine au respect de l'opposition à ce que l'administration qualifie d'« idéologie du genre » et d'« idéologie discriminatoire de l'équité », y compris les programmes de diversité, d'équité et d'inclusion. Ces exigences s'appliquent non seulement aux gouvernements bénéficiaires et aux ONG étrangères, mais aussi aux ONG américaines et aux organisations multilatérales, s'étendant même à l'aide humanitaire et couvrant, selon les rapports, [30 milliards de dollars d'« aide »](#). ... »

« Pour réagir efficacement, il faut agir dès maintenant, et cinq priorités se dégagent... »

Les auteurs présentent un programme d'action concret, qui comprend notamment **la lutte contre la conformité excessive inutile, la défense des pratiques fondées sur des preuves et tenant compte des questions de genre, et le transfert du coût politique de la conditionnalité idéologique.**

Les amis de la lutte mondiale contre le sida, la tuberculose et le paludisme (rapport) - Faire de la lutte contre le paludisme menée par les pays une réalité : innover, financer et gérer des transitions durables

<https://www.theglobalfight.org/report-making-country-led-malaria-control-a-reality/>

« Notre nouveau rapport, publié conjointement avec **Malaria No More** et **United to Beat Malaria**, présente les principes et les moyens permettant une mise en œuvre réussie de la stratégie America First Global Health Strategy pour lutter contre le paludisme, et comprend des informations tirées d'études de cas menées dans différents pays, notamment au Salvador, en Indonésie, au Mozambique, au Nigeria et en Tanzanie. »

Trump 2.0

TGH - L'empreinte du président Trump sur la santé mondiale et les droits de l'homme

L Gostin ; <https://www.thinkglobalhealth.org/article/president-trumps-mark-on-global-health-and-human-rights>

« Une nation qui a donné naissance à de grandes réalisations sociétales a aujourd'hui brisé les normes et les valeurs de la politique internationale. »

Aperçu des dégâts causés par Trump 2.0, du point de vue des droits de l'homme, un an seulement après le début de son deuxième mandat.

Santé publique mondiale - La politique cruelle de l'administration Trump et son impact sur la santé mondiale

Jane Galvão et al ; <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/17441692.2026.2626614>

« Ce commentaire traite des décisions clés prises et des politiques approuvées principalement au cours des six premiers mois du second mandat de Trump aux États-Unis qui ont une incidence sur la santé mondiale, en mettant l'accent sur leurs implications pour le travail de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), du Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et du Nous mettons en évidence les origines de ces décisions et priorités dans le Projet 2025 (un plan d'orientation politique approuvé par plus de 100 organisations américaines de droite) et leur articulation à travers une série de décrets exécutifs mis en œuvre en accord avec le Département américain de l'efficacité gouvernementale

(DOGE). Le commentaire aborde également la manière dont ce que l'on pourrait qualifier de politique de cruauté a influencé les actions de l'administration américaine, évalue l'impact que cela est susceptible d'avoir sur la santé mondiale à l'avenir et suggère certaines des raisons pour lesquelles la santé mondiale s'est avérée être une cible si facile pour la nouvelle administration américaine. »

Devex - Le rapport sur l'aide

[Rapport sur l'aide](#)

(Recommandé) Mise à jour de février (21 p.). « Documenter les impacts réels des coupes dans l'aide étrangère américaine » - Un an plus tard.

Avec également quelques exemples par pays.

« Un an après le démantèlement brutal d'une grande partie de l'aide étrangère américaine, les impacts réels commencent enfin à se faire sentir, souvent loin des gros titres. La [dernière publication spéciale du Rapport sur l'aide](#) documente la manière dont ces coupes budgétaires remodèlent les vies, les services et les systèmes longtemps après la fin des programmes. S'appuyant sur un ensemble de données agrégées couvrant la santé, l'alimentation et l'agriculture, l'éducation, la gouvernance et les déplacements de population, ainsi que sur des reportages originaux publiés sur Devex, le rapport recense 348 impacts documentés dans des dizaines de pays. Le tableau qui se dégage est moins celui de la fermeture de programmes isolés que celui d'une cascade de défaillances du système. »

« ... Dans plusieurs pays, The Aid Report documente une conséquence largement sous-estimée des coupes dans l'aide américaine : l'effondrement ou la déstabilisation des systèmes nationaux utilisés pour mesurer la faim, surveiller les tendances en matière de santé et orienter l'allocation des ressources. Ces systèmes, qui sont souvent intégrés aux ministères et sur lesquels s'appuient les acteurs humanitaires, attirent peu l'attention lorsqu'ils fonctionnent, mais leur absence devient très lourde de conséquences lorsque les conditions se détériorent... »

« ... Dans plusieurs pays figurant dans la base de données du rapport sur l'aide, la fermeture d'un seul programme a souvent eu des effets bien au-delà de son secteur d'origine, révélant à quel point de nombreux systèmes soutenus par l'aide étaient devenus étroitement intégrés... »

« ... Les données du rapport sur l'aide documentent un effet secondaire récurrent à la suite des réductions de l'aide américaine : l'érosion de la confiance dans les institutions chargées de fournir des soins de santé, de l'éducation, de l'aide alimentaire et des services civiques. Cette érosion résulte non seulement de la perte des services eux-mêmes, mais aussi de la manière dont les programmes ont pris fin, souvent de manière abrupte, sans explication et sans indication claire quant à la reprise éventuelle de l'aide... »

« De la gratuité à la tarification : certains services de santé essentiels existent toujours, mais sont devenus inaccessibles. Dans plusieurs pays, les changements apportés à l'aide étrangère américaine ont coïncidé avec un changement important : les services qui étaient auparavant gratuits ont de plus en plus souvent nécessité des paiements directs, des frais informels ou des déplacements inabordables. Ce changement est apparu lorsque les subventions ont pris fin, que le personnel de terrain a été retiré et que les organisations partenaires se sont retirées... »

« Les programmes de formation liés à la santé et à la sécurité ont été interrompus en cours de route. Enfin, les données du rapport The Aid Report montrent que les coupes dans l'aide ont perturbé la formation, le mentorat et les parcours professionnels liés à la résilience du système de santé, à l'emploi et à la prévention des conflits, laissant des milliers de personnes coincées entre leurs aspirations et l'emploi... »

- Et un lien : [Cidrap News – Sondages : 90 % des Américains veulent avoir accès au vaccin et que les États-Unis soient le leader mondial en matière de science et de technologie](#)

« Les sondages réalisés par le Partnership to Fight Infectious Disease et Research!America révèlent un fort soutien en faveur des vaccins et des progrès scientifiques et technologiques, quelle que soit l'orientation politique, 90 % et 91 % des Américains estimant respectivement que les décideurs politiques doivent garantir l'accès aux vaccins et consolider le leadership mondial du pays en matière de progrès médicaux. »

En savoir plus sur la gouvernance et le financement de la santé mondiale

BMJ Public Health - Renforcer la résilience : la voie stratégique de l'Afrique vers la sécurité sanitaire à l'ère de la fragmentation

Nelson A Evaborhene et al ; <https://bmjpublichealth.bmj.com/content/4/1/e003761>

« ... Le moment est venu de repenser stratégiquement le rôle du CDC Afrique. Son mandat ne peut se limiter à des interventions ponctuelles en cas d'urgence. Au contraire, l'Africa CDC doit consolider sa position en tant que plateforme permanente pour la gestion continentale, en intégrant la préparation aux pandémies, la sécurité sanitaire et la couverture sanitaire universelle dans le cadre de gouvernance plus large de l'UA. Pour y parvenir, nous proposons cinq priorités stratégiques qui peuvent consolider le leadership de l'Africa CDC, renforcer la résilience et garantir la capacité du continent à façonner la gouvernance mondiale de la santé à l'ère de la fragmentation... »

Ces priorités sont les suivantes : « Institutionnaliser l'autorité de l'Africa CDC au sein de la gouvernance de l'UA ; garantir un financement prévisible et durable ; intégrer la responsabilité politique dans la préparation aux pandémies ; renforcer le rôle de l'Afrique dans l'élaboration des normes sanitaires mondiales ; approfondir les partenariats avec la société civile et les acteurs communautaires... »

Politique mondiale – Santé des femmes, des enfants et des adolescents en 2026 : de la gestion de crise à la correction du système

R Khosla ; <https://www.globalpolicyjournal.com/blog/09/02/2026/womens-childrens-and-adolescents-health-2026-crisis-management-system-correction>

« Rajat Khosla présente six priorités pour faire passer la santé des femmes, des enfants et des adolescents de la résilience à la réforme en 2026. »

Ces priorités sont les suivantes : « ... Stabiliser la société civile en tant qu'infrastructure sanitaire fondamentale... Réancker la santé et le bien-être des femmes et des enfants (WCAH) et les droits sexuels et reproductifs (SRHR) dans les cadres fiscaux nationaux... ... Corriger le sous-investissement chronique dans la santé des adolescents... ... Défendre les SRHR par une action politique coordonnée... ... Investir dans la gouvernance régionale et la coopération Sud-Sud... Rééquilibrer le pouvoir et la prise de décision en faveur des pays du Sud ».

Reuters - Les États-Unis participeront à une réunion sur la composition du vaccin contre la grippe, selon un responsable de l'OMS

<https://www.reuters.com/business/healthcare-pharmaceuticals/us-take-part-who-meeting-influenza-vaccine-composition-agency-official-says-2026-02-11/>

« **Les États-Unis participeront à une réunion de l'Organisation mondiale de la santé à la fin du mois afin de déterminer la composition des prochains vaccins contre la grippe**, a déclaré mercredi lors d'une conférence de presse un responsable de l'agence (M. van Kerkhove).... »

Global Health Advocates (document d'information) – La prochaine pandémie mettra à l'épreuve la confiance, et pas seulement les systèmes de santé

<https://www.ghadvocates.eu/the-next-pandemic-will-test-trust-not-just-health-systems/>

« **Lors de son discours sur l'état de l'Union (SOTEU) en 2025**, la présidente **von der Leyen** a souligné la menace que représente la désinformation en matière de santé, qui compromet les progrès mondiaux réalisés dans la lutte contre des maladies telles que la rougeole et la polio, et a ensuite **annoncé la mise en place de l'Initiative pour la résilience sanitaire mondiale (GHRI)**, un nouvel acte non législatif qui témoigne de l'ambition de l'UE de reprendre le leadership en matière de santé mondiale. »

« Aujourd'hui, **Global Health Advocates (GHA)** publie un document d'information expliquant pourquoi la lutte contre la désinformation en matière de santé et l'augmentation des investissements dans la R&D mondiale en matière de santé pour soutenir la PPR devraient être incluses comme piliers clés de la nouvelle **GHRI**. »

Éditorial du BMJ - Géopolitique de la santé mondiale : appel à contributions

J Clark et al ; <https://www.bmjjournals.org/content/392/bmj.s227>

« **Des facteurs externes imposent des changements à l'architecture mondiale de la santé**, exigeant des réformes créatives dans un contexte d'avenir incertain. »

« ... Aujourd'hui, dans un contexte de changement des rapports de force et de concurrence idéologique féroce, la solidarité mondiale en matière de santé disparaît rapidement. Au contraire, la santé est devenue un sous-produit des luttes de pouvoir, des inégalités structurelles et de la fragmentation de la gouvernance. **Telle est la géopolitique de notre époque** : elle réduit la priorité politique accordée à la santé mondiale tout en façonnant profondément son avenir. **Les déterminants géopolitiques** – les facteurs géographiques, les politiques, les événements et les intérêts des pays, ainsi que leurs relations avec les autres – **ont été largement négligés dans le**

domaine de la santé, mais ils exigent une plus grande attention si l'on veut atténuer les perturbations récentes et renouveler la coopération stratégique et la solidarité... »

Appel à contributions.

Nature Health - Comment parvenir à l'équité en matière de santé mondiale sans financement

Victor Mithi & Phillip Cotton ;<https://www.nature.com/articles/s44360-025-00035-4>

« **Les responsables et les acteurs de la politique de santé dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI) sont confrontés à un dilemme croissant : comment maintenir les progrès vers l'équité en matière de santé mondiale et la couverture sanitaire universelle dans un contexte de baisse soudaine de l'aide extérieure ? Cette situation s'est produite dans un contexte d'inflation croissante et d'alourdissement du service de la dette, qui ont déjà réduit la marge de manœuvre budgétaire nationale, et d'un nombre toujours élevé de personnes devant payer de leur poche des frais de santé pouvant entraîner des dépenses catastrophiques. Les responsables gouvernementaux et les autres acteurs politiques ont le devoir de protéger les services de santé essentiels et le personnel de santé sans adopter de politiques de financement qui aggravent les difficultés financières ou plongent les ménages dans une pauvreté extrême en cas de maladie. Nous présentons un programme pratique pour guider les décisions en cette période de raréfaction des financements des bailleurs de fonds. »**

Avec également **six mesures d'atténuation**.

TGH - Les avantages méconnus de l'aide sanitaire aux pays donateurs

I Bharali, G Yamey et al ; <https://www.thinkglobalhealth.org/article/the-overlooked-benefits-of-health-aid-to-donor-countries>

« **Une étude récente montre comment l'aide au développement dans le domaine de la santé génère des gains économiques pour les pays donateurs. »** Avec quelques conclusions tirées d'une étude réalisée à la fin de l'année dernière (Institut de Kiel pour l'économie mondiale).

NYT - Les dossiers Epstein révèlent l'étendue du rôle de Ghislaine Maxwell dans le cercle Clinton

<https://www.nytimes.com/2026/02/08/us/politics/epstein-clintons-maxwell.html?smid=nytcore-ios-share>

« **La compagne de longue date de Jeffrey Epstein a contribué à conseiller le lancement de la Clinton Global Initiative et a organisé un financement d'un million de dollars pour celle-ci, comme le montrent des courriels. »**

« **La compagne de longue date de Jeffrey Epstein, Ghislaine Maxwell, a joué un rôle important dans la création de la Clinton Global Initiative, l'une des initiatives phares du président Bill Clinton après son mandat à la Maison Blanche, comme le montrent de nouveaux documents publiés par le**

ministère de la Justice. Mme Maxwell a participé aux discussions budgétaires liées à la première conférence de la Clinton Global Initiative ; elle a discuté des défis à relever avec les collaborateurs de Clinton et avec Publicis Groupe, la société qui a produit l'événement inaugural ; et elle a organisé le virement d'un million de dollars pour payer Publicis pour son travail sur « le projet Clinton », selon des courriels contenus dans l'énorme cache de documents recueillis dans le cadre des enquêtes menées par le gouvernement sur M. Epstein... »

« ...L'implication de Mme Maxwell dans le lancement de la Clinton Global Initiative a eu lieu en 2004, avant la mise en accusation de M. Epstein en 2006 et son plaidoyer de culpabilité en 2008 pour sollicitation de prostitution avec une mineure, et bien avant que Mme Maxwell, fille du magnat des médias Robert Maxwell, ne soit condamnée en 2022 à vingt ans de prison pour avoir conspiré avec M. Epstein en vue d'exploiter sexuellement des mineures. »

PS : « Dans un communiqué, la Fondation Clinton, qui gère désormais la Clinton Global Initiative, a déclaré n'avoir accepté qu'un seul don de 25 000 dollars en 2006 provenant d'une fondation affiliée à Epstein, comme cela avait déjà été rapporté. La fondation a déclaré ne disposer d'aucune trace d'autres contributions financières à la Fondation Clinton ou à la Clinton Global Initiative liées à M. Epstein ou à Mme Maxwell... ». »

Habib Benzian - La fin des résultats loués

[Habib Benzian \(sur Substack\)](#)

Encore un excellent blog. « Pourquoi la santé mondiale a connu un tel succès, mais s'est avérée si peu durable. »

À partir de deux nouvelles publications : « The Aid Report: US Aid Cut Impacts, One Year Later », publié par The Aid Report, une nouvelle initiative conjointe de la Fondation Gates et de Devex, qui documente les conséquences du démantèlement brutal de l'aide étrangère américaine en 2025. Et une nouvelle étude majeure publiée dans The Lancet Global Health. « Cet article montre, avec une clarté et une rigueur méthodologique frappantes, que l'aide publique au développement au cours des 20 dernières années a sauvé des vies à une échelle considérable. ... La modélisation suggère que les trajectoires actuelles de réduction du financement pourraient entraîner des dizaines de millions de décès supplémentaires d'ici 2030... ». »

« Ce que révèlent à la fois l'effondrement et les projections de mortalité, c'est une économie mondiale de la santé fondée sur des résultats loués. Les services ont fonctionné. Les données ont circulé. Les indicateurs se sont améliorés. Des vies ont été sauvées. Mais les systèmes qui ont produit ces résultats sont restés alimentés par des forces extérieures. La continuité a été confondue avec la durabilité. Les performances ont été considérées comme une preuve de viabilité. En droit administratif allemand, il existe un terme précis pour désigner cette dynamique : Ersatzvorannahme. Il décrit une situation dans laquelle une autorité supérieure intervient pour accomplir une tâche que l'organisme légalement responsable n'a pas accomplie. Cette intervention est censée être exceptionnelle et temporaire. Dans le domaine de la santé mondiale, cependant, elle est souvent devenue courante... »

Justice fiscale mondiale et réforme fiscale

Project Syndicate - La démocratie régira-t-elle le capitalisme ou sera-t-elle consumée par lui ?

J Stiglitz et Jayati Ghosh ; <https://www.project-syndicate.org/commentary/global-corporate-tax-convention-democracy-vs-trumpian-caesarism-by-joseph-e-stiglitz-and-jayati-ghosh-2026-02>

« Joseph E. Stiglitz et Jayati Ghosh exhortent le reste du monde à sauver une convention fiscale mondiale que les États-Unis veulent faire échouer. »

« À la suite d'un lobbying agressif de l'administration Trump, plus de 145 pays ont accepté d'accorder aux grandes multinationales américaines une exemption au titre des règles mondiales sur l'impôt minimum sur les sociétés qui ont été convenues en 2021. Mais si la démocratie doit l'emporter sur l'oligarchie, les décideurs politiques doivent taxer les fortunes extrêmes de manière appropriée, et ils doivent le faire rapidement... »

Citation : « ... Comme Oswald Spengler [l'avait prédit](#) il y a un siècle à propos de l'effondrement de la démocratie et de la montée du césarisme, « les forces de l'économie monétaire dictatoriale » sont en train de démanteler l'État régulateur et le multilatéralisme... ».

Les auteurs concluent : « ... Les règles fiscales actuelles applicables aux multinationales, élaborées dans les années 1920, ne sont plus adaptées à l'économie numérique d'aujourd'hui. Les négociateurs à New York doivent saisir cette occasion unique. Ils devraient abandonner l'idée fictive selon laquelle une entreprise multinationale n'est qu'un ensemble d'entités indépendantes, une conception que les grandes entreprises utilisent pour transférer leurs bénéfices vers des juridictions à faible imposition, abusant ainsi des directives de l'OCDE. Une approche fiscale unitaire est attendue depuis longtemps. L'architecture actuelle prive les gouvernements d'au moins 240 milliards de dollars par an, oblige les entreprises locales à rivaliser dans des conditions inégales et entraîne une augmentation des impôts pour les travailleurs (dont les revenus sont moins mobiles) lorsque les pays tentent de compenser les pertes de recettes. Les revenus mondiaux des multinationales devraient être répartis entre les différentes juridictions sur la base de facteurs vérifiables tels que les ventes et les employés, plutôt que sur le principe dépassé des transactions « de pleine concurrence ». Le texte de la convention fiscale devrait refléter cela. À défaut, les règles actuelles, profondément imparfaites, s'ancreront dans les moeurs, et la recherche de la « compatibilité » avec les cadres existants élaborés par l'OCDE compromettra à la fois l'ambition et les objectifs de la convention fiscale des Nations unies. Il en résulterait une nouvelle modification inutile d'un système défaillant. Si la démocratie doit l'emporter sur le césarisme, nous devons taxer les fortunes extrêmes, et nous devons le faire rapidement. »

Forbes - Comment Melinda French Gates prévoit de financer des programmes « chroniquement » et « injustement » sous-financés destinés aux femmes et aux filles

<https://www.forbes.com/sites/luisakroll/2026/02/09/how-melinda-french-gates-plans-to-fund-chronically-unconscionably-underfunded-programs-for-women-and-girls/>

(Je pense que nous devrions taxer « de manière chronique » et « consciemment » la richesse, pour ensuite faire de même.)

« ... Melinda dispose désormais de ses propres fonds pour influencer les dons caritatifs comme elle l'entend, y compris les 12,5 milliards de dollars que son ex-mari a donnés à Pivotal après qu'elle ait quitté la Fondation Gates en 2024. Elle a déjà fait don d'au moins 540 millions de dollars à d'autres organisations à but non lucratif axées sur le progrès social des femmes et des filles, qualifiant les problèmes qui les touchent de « sous-financés de manière déraisonnable ». Cela comprend 14 millions de dollars versés l'année dernière au National Partnership for Women & Families, 12 millions de dollars au National Women's Law Center Fund et au moins 10 millions de dollars à diverses organisations à but non lucratif axées sur les droits reproductifs des femmes.

« ... Les Américains âgés devraient léguer plus de 120 000 milliards de dollars, ce qui représente le plus important transfert de richesse intergénérationnel jamais réalisé, et les femmes en seront les principales bénéficiaires. French Gates déclare : « D'un point de vue philanthropique, j'ai hâte de voir ce qu'elles en feront. »... »

UHC & PHC

Lancet Child & Adolescent health - Le besoin mondial en soins palliatifs pédiatriques : l'évolution des souffrances graves liées à la santé chez les enfants âgés de 0 à 19 ans entre 1990 et 2023

J Downing et al ; [https://www.thelancet.com/journals/lanchi/article/PIIS2352-4642\(25\)00338-4/abstract](https://www.thelancet.com/journals/lanchi/article/PIIS2352-4642(25)00338-4/abstract)

« La majorité des enfants ayant besoin de soins palliatifs dans le monde vivent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire (PRFI) où l'accès à ces soins est limité, voire inexistant, ce qui entraîne une souffrance excessive. Nous avons cherché à estimer le fardeau mondial des souffrances graves liées à la santé (SHS) chez les enfants âgés de 0 à 19 ans entre 1990 et 2023, en fournissant un outil de mesure essentiel pour répondre au besoin de politiques et de services de soins palliatifs plus efficaces pour les enfants. »

Cette nouvelle étude révèle que « **96 % des enfants souffrant de graves problèmes de santé vivent dans des PRFI. L'intégration des soins palliatifs dans la #CSU est désormais une nécessité politique impérative** ».

Lancet Primary Care – Corporatisation des soins primaires : la nécessité d'une analyse critique

L Jansen, J De Maeseneer et al ; [https://www.thelancet.com/journals/lanprc/article/PIIS3050-5143\(26\)00006-3/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanprc/article/PIIS3050-5143(26)00006-3/fulltext)

« Dans le domaine des soins primaires, les acteurs privés gagnent en influence, ce qui reflète une vaste privatisation des soins de santé : « la tendance générale dans l'ensemble du secteur de la santé vers des niveaux plus élevés de contrôle intégré par des entreprises consolidées à but lucratif

». Cette évolution risque de transformer les soins primaires, qui sont actuellement axés sur les relations et la communauté, en une entreprise axée sur le marché et le profit. Compte tenu du financement public des services de soins primaires dans la plupart des pays, cette évolution est particulièrement préoccupante et mérite à la fois une analyse critique et un débat éthique et sociétal. Réaliser des profits dans le domaine des services de soins primaires n'est pas problématique en soi ; cependant, cette pratique devient préoccupante lorsque la maximisation des profits prime sur la fourniture de services de santé de haute qualité et accessibles, fondés sur les valeurs et les caractéristiques fondamentales des soins primaires : approche centrée sur la personne, équité, professionnalisme, continuité, coopération, soins axés sur la communauté et fondés sur la science... » « ... Nous soulignons ici les risques notables liés à l'ouverture à la privatisation des soins primaires, qui méritent d'être approfondis et, à terme, reconsidérés... »

MNT

PNUD - Réaliser le retour sur investissement : enseignements tirés d'une décennie d'investissements dans la lutte contre les maladies non transmissibles et la santé mentale

<https://www.undp.org/publications/realizing-return-insights-decade-investment-cases-noncommunicable-diseases-and-mental-health>

« À l'heure où les maladies non transmissibles (MNT), la santé mentale et le bien-être font l'objet d'une attention politique renouvelée, ce rapport dresse le bilan d'une décennie d'expérience en matière d'investissements nationaux dans les MNT, la lutte contre le tabagisme, la santé mentale et les facteurs de risque connexes dans plus de 60 pays depuis 2015. Élaboré dans le cadre du South–South Learning Lab for Knowledge Sharing and Innovation (laboratoire d'apprentissage Sud-Sud pour le partage des connaissances et l'innovation) du Health4Life Fund, il examine ce que ces cas d'investissement ont montré, où ils ont catalysé un changement réel et ce qui est nécessaire pour surmonter les obstacles et accélérer la mise en œuvre de recommandations fondées sur des données probantes... ».

« ... Les pays du monde entier signalent que les cas d'investissement ont catalysé des réformes dans trois domaines : la gouvernance multisectorielle, y compris des lois, des plans, des politiques, des mécanismes de coordination et des campagnes nationales nouveaux ou renforcés ; le financement durable, y compris l'augmentation des allocations budgétaires, le renforcement des taxes sur le tabac, l'alcool et les boissons sucrées, et l'aide extérieure mobilisée ; et l'accès aux services de santé et leur prestation, y compris l'intégration des MNT et de la santé mentale dans les programmes de soins de santé primaires, de couverture sanitaire universelle et de lutte contre le VIH/sida. Dans le même temps, aucun pays n'a mis en œuvre toutes les recommandations, et les progrès restent inégaux et trop lents compte tenu de l'ampleur du fardeau. »

« ... L'expérience tirée des cas d'investissement met en évidence trois changements qui se renforcent mutuellement : Premièrement, institutionnaliser les priorités en matière de MNT et de santé mentale au sein et entre les principaux systèmes gouvernementaux ... Deuxièmement, aligner le financement sur la prévention, le diagnostic précoce et le traitement. ... Troisièmement, mobiliser des partenariats à travers la société et entre les pays ... ».

Devex – La Fondation EAT met fin à ses activités après une décennie de travail sur les systèmes alimentaires

<https://www.devex.com/news/eat-foundation-to-wind-down-after-a-decade-of-food-systems-work-111875>

« Après avoir évoqué les changements dans le paysage des donateurs, **le groupe basé à Oslo à l'origine du rapport EAT-Lancet** examine si certaines de ses initiatives phares peuvent se poursuivre dans le cadre de nouveaux accords. »

OMS – Une personne sur deux atteinte de cécité due à la cataracte a besoin d'une intervention chirurgicale qui changera sa vie

<https://www.who.int/news/item/11-02-2026-one-in-two-people-facing-cataract-blindness-need-access-to-life-changing-surgery>

« L'Organisation mondiale de la santé (OMS) exhorte les pays à accélérer leurs efforts pour garantir que des millions de personnes atteintes de cataracte puissent bénéficier d'une intervention chirurgicale simple permettant de restaurer la vue, l'une des interventions les plus efficaces et les plus abordables pour prévenir la cécité évitable. »

« Une nouvelle étude publiée aujourd'hui dans **The Lancet Global Health** souligne l'ampleur du défi : **près de la moitié des personnes dans le monde confrontées à une cécité liée à la cataracte n'ont toujours pas accès à la chirurgie.** »

« ... Au cours des deux dernières décennies, la couverture mondiale de la chirurgie de la cataracte a augmenté d'environ 15 %, alors même que le vieillissement de la population et l'augmentation des cas de cataracte ont accru la demande globale. Les dernières projections prévoient une augmentation d'environ 8,4 % de la couverture de la chirurgie de la cataracte pour cette décennie. Cependant, les progrès doivent s'accélérer considérablement pour atteindre l'objectif fixé par l'Assemblée mondiale de la santé, à savoir une augmentation de 30 % d'ici 2030. »

« ... L'étude, qui a analysé les rapports de 68 pays pour 2023 et 2024, montre que la **région africaine est confrontée au plus grand écart, trois personnes sur quatre ayant besoin d'une chirurgie de la cataracte restant sans traitement. Les femmes sont touchées de manière disproportionnée dans toutes les régions**, bénéficiant systématiquement d'un accès aux soins inférieur à celui des hommes... »

Déterminants commerciaux de la santé

HPW - L'OMS parle de violence, mais pas des armes à feu

D Peacock et al ; <https://healthpolicy-watch.news/who-talks-about-violence-but-not-firearms/>

« Depuis près de trois décennies, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) reconnaît la violence comme un problème majeur de santé publique. Depuis la résolution historique adoptée par l'Assemblée mondiale de la santé (AMS) en 1996, la violence est considérée non seulement comme

une cause de blessures et de décès, mais aussi comme un facteur de préjudice physique, psychologique et social à long terme, ainsi que comme un fardeau important pour les systèmes de santé publique. Au cours de cette période, l'OMS a publié des directives techniques, élaboré des cadres de prévention et aidé les pays à renforcer les réponses des systèmes de santé à la violence contre les femmes et les enfants, à la violence chez les jeunes et à d'autres formes de préjudice interpersonnel. **Pourtant, l'un des facteurs les plus meurtriers de la violence à l'échelle mondiale, les armes à feu, reste largement absent de l'architecture de gouvernance de l'OMS. »**

Une analyse multiméthodologique, intitulée « [Tracking WHO Attention to Firearm Violence, 2000–2025](#) » (Suivi de l'attention portée par l'OMS à la violence par arme à feu, 2000-2025), co-publiée mardi 10 février par un consortium d'institutions universitaires et d'ONG du Nord et du Sud travaillant dans le domaine de la santé publique et de la prévention de la violence, a examiné les résolutions de l'AMS, les cadres de prévention de la violence de l'OMS et les principales tendances institutionnelles sur 25 ans. ... **Les conclusions sont sans équivoque. La violence apparaît à plusieurs reprises dans les résolutions, les stratégies et les documents techniques de l'OMS. Les dommages liés aux armes à feu n'y apparaissent pas...** ». « Cette absence se retrouve dans les résolutions de l'AMS, les cadres de prévention phares de l'e et les politiques nationales qui s'appuient sur ceux-ci. Il s'agit d'un angle mort de la gouvernance qui a des conséquences pratiques... ».

PS : « **Cette fragmentation est d'autant plus frappante que l'OMS intensifie ses travaux sur les déterminants commerciaux de la santé.** L'e L'OMS a clairement établi le rôle du tabac, de l'alcool, des aliments ultra-transformés et d'autres industries dans la détérioration de la santé. Elle a documenté la manière dont les pratiques des entreprises influencent l'exposition, les risques et les inégalités. Elle a également exclu les industries du tabac et de l'armement de son cadre d'engagement avec les acteurs non étatiques. **Pourtant, les armes à feu restent largement absentes de l'agenda des déterminants commerciaux.** Les armes à feu sont clairement des produits commerciaux. Elles sont fabriquées, commercialisées et distribuées par de puissantes industries mondiales. Le marketing, de plus en plus présent en ligne et souvent exploiteur du genre, façonne les normes en matière de risque et de protection. La disponibilité est déterminée par la réglementation, le commerce et les choix en matière d'application de la loi... ».

- Voir également [Geneva Solutions – La violence par arme à feu saigne à blanc les systèmes de santé. Le leadership de l'OMS se fait attendre](#) (par B Borisch et al) « Il est temps que l'Organisation mondiale de la santé contribue à inverser la tendance afin de prévenir la violence par arme à feu et ses répercussions sur la santé, déclare la **Coalition mondiale pour l'action de l'OMS contre la violence par arme à feu.** »

Globalisation & Santé - Capitaliser sur les épidémies industrielles : examen de l'influence des « trois grands » gestionnaires d'actifs sur la gouvernance d'entreprise dans les principales industries de matières premières nocives pour la santé

B Wood et al ; <https://link.springer.com/article/10.1186/s12992-026-01194-z>

« **Au cours des dernières décennies, les trois grands gestionnaires d'actifs (BlackRock, Vanguard, State Street) sont devenus les principaux actionnaires de milliers de sociétés cotées en bourse dans le monde entier.** Ils exercent donc une influence considérable sur les décisions des entreprises. Cet article vise à examiner l'influence des trois grands sur la **gouvernance des principales entreprises des industries de matières premières nocives pour la santé**, responsables d'un lourd

fardeau de décès et de maladies évitables dans le monde entier (c'est-à-dire **les épidémies industrielles**). »

Conclusions : « ... Les trois grands étaient les actionnaires les plus importants des entreprises sélectionnées. **En 2024, les trois grands ont voté massivement contre les propositions visant à intégrer des objectifs sociaux et environnementaux dans les politiques et stratégies de ces entreprises, et ont invariablement voté en faveur des propositions visant à augmenter les dividendes versés aux actionnaires et à autoriser les activités politiques.** La majorité (54/73) des fonds ESG identifiés des trois grands comprenaient une ou plusieurs des entreprises identifiées, malgré leurs produits et pratiques bien connus pour être nocifs pour la santé. » Conclusion : « **Les trois grands semblent renforcer la primauté des actionnaires dans les industries de produits de base nuisibles à la santé, notamment en sapant de nombreuses initiatives sociales et environnementales menées par les actionnaires**, ce qui risque de perpétuer des inégalités sanitaires généralisées. »

Stat – La pression pour transformer les géants de l'agroalimentaire en nouveaux géants du tabac

<https://www.statnews.com/2026/02/06/maha-movement-using-anti-tobacco-playbook-against-big-food/>

« **Les fabricants de tabac ont façonné les aliments ultra-transformés. Aujourd'hui, les détracteurs qui tentent de réformer le paysage alimentaire s'inspirent du modèle anti-tabac.** »

« ... Les détracteurs intensifient leur guerre de relations publiques contre les aliments ultra-transformés en mettant en avant leur histoire avec l'industrie du tabac, largement discréditée, et en explorant comment les stratégies utilisées contre les géants du tabac pourraient être appliquées à l'alimentation. Pendant ce temps, l'industrie alimentaire se bat pour sa réputation avec une nouvelle campagne publicitaire à sept chiffres lancée par le groupe professionnel Consumer Brands Association, qui met l'accent sur les emplois qu'elle crée dans le secteur manufacturier et sur les avantages des « produits de première nécessité pratiques, abordables et surtout sûrs »... »

PS : « ... Compte tenu de l'influence de l'industrie du tabac, il est logique qu'un **nombre croissant de recherches soutiennent l'idée que, tout comme la nicotine, les aliments ultra-transformés créent une dépendance.** ... » Pourtant, selon certains, « les comparaisons entre les cigarettes et les aliments ultra-transformés [sont également] insuffisantes... »

Journal du tourisme durable - Sur tous les fronts : comment mettre fin à l'exceptionnalisme de l'aviation

James MacLaurin et al ;

<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/09669582.2025.2475906#d1e441>

« **Nous soutenons que l'exceptionnalisme de l'aviation est à la fois un problème lié à la demande et à l'offre...** ... Malgré l'augmentation exponentielle de la demande de transport aérien international, les constructeurs aéronautiques n'ont réalisé que des progrès modestes vers des technologies aéronautiques à faibles émissions de carbone. Parallèlement, le régime aéronautique

mondial est devenu habile à façonner les pratiques et la culture des utilisateurs afin de permettre et d'encourager une consommation illimitée de transport aérien. Cela a influencé la perception du public quant aux régimes réglementaires possibles et, conjugué à une surestimation persistante de la dette technique, a empêché l'utilisation de réglementations similaires à celles qui font évoluer avec succès le secteur automobile vers de nouvelles technologies à faibles émissions de carbone. **Du côté de l'offre, il n'y a aucune perspective réaliste d'atteindre une technologie aéronautique durable sans un effort collectif de type « moonshot », mené par les gouvernements et soutenu par le secteur privé. Du côté de la demande, les barrières psychologiques au changement de comportement ne seront pas levées sans s'attaquer aux facteurs qui « créent » la consommation de voyages aériens et accélèrent artificiellement la demande. »**

SRHR

Lancet Obstetrics, Gynaecology & Women's Health (Éditorial) – Saignements menstruels abondants : un fardeau mondial négligé

[https://www.thelancet.com/journals/lanogw/article/PIIS3050-5038\(26\)00024-5/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanogw/article/PIIS3050-5038(26)00024-5/fulltext)

« ... Des études suggèrent que les saignements menstruels abondants touchent 30 à 50 % des femmes, mais ils restent systématiquement négligés et marginalisés dans la pratique clinique, les programmes politiques et le discours sur la santé publique...

L'**éditorial conclut** : « Les saignements menstruels abondants sont fréquents, lourds de conséquences et traitables. L'incapacité à traiter de manière adéquate ce symptôme invalidant ne reflète pas un manque de solutions cliniques, mais un manque d'urgence. Il est désormais impératif de traduire cette prise de conscience croissante en mesures politiques concrètes, en parcours de soins accessibles et en initiatives éducatives durables si l'on veut réduire le fardeau caché des saignements menstruels abondants et améliorer la vie quotidienne des femmes et des filles dans le monde entier. »

Ressources humaines pour la santé

Lancet (Lettre) – Le personnel de santé au cœur de la transformation numérique de l'Afrique

A E Bassey et al ; [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(26\)00103-0/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(26)00103-0/fulltext)

« **Le lancement par les Centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies du programme pour la sécurité et la souveraineté sanitaires en Afrique** est louable et représente une nouvelle étape louable dans la stratégie africaine de santé publique, **la transformation numérique (quatrième pilier de ce programme)** étant présentée comme « l'épine dorsale de soins de santé primaires résilients ». ... Dans la pratique, qu'est-ce que cela signifie pour les professionnels de santé qui doivent s'adapter à ces nouvelles méthodes de prestation de soins et à ces nouvelles formes de travail ? Cette question devrait être au centre des préoccupations. Ainsi, **pour que ce quatrième**

pilier tienne ses promesses, nous estimons que le personnel de santé doit être placé au centre des considérations... »

« Sans investissements délibérés dans les personnes qui dispensent des soins de santé aux populations africaines, la transformation numérique risque d'aggraver les fragilités existantes au sein des systèmes. Cependant, grâce à des investissements délibérés, l'Afrique est en mesure de mettre en place des systèmes de santé centrés sur les personnes, résilients et durables pour son avenir. Ainsi, pour que la transformation numérique et des gains équitables en matière de santé se concrétisent dans les 55 États membres de l'Union africaine, **il est nécessaire d'établir un partenariat avec le personnel de santé et de lui donner les moyens d'agir. Pour soutenir cet objectif, nous recommandons les actions prioritaires présentées en [annexe \(p. 1\)](#).... »**

Santé planétaire

Guardian – Point de non-retour : selon les scientifiques, une « Terre en serre » infernale se rapproche

<https://www.theguardian.com/environment/2026/feb/11/point-of-no-return-hothouse-earth-global-heating-climate-tipping-points>

« Le réchauffement climatique continu pourrait entraîner des changements irréversibles en déclenchant des points de basculement climatiques, mais la plupart des gens n'en sont pas conscients. »

« Le réchauffement climatique continu pourrait déclencher des points de basculement climatiques, entraînant une cascade d'autres points de basculement et boucles de rétroaction, ont-ils déclaré. Cela enfermerait le monde dans un nouveau climat infernal de « Terre serre », bien pire que la hausse de température de 2 à 3 °C que le monde [est en passe d'atteindre](#) ... L'évaluation, [publiée dans la revue One Earth](#), synthétise les récentes découvertes scientifiques sur les boucles de rétroaction climatiques et 16 éléments de basculement... ».

Guardian - L'économie mondiale doit dépasser le PIB pour éviter une catastrophe planétaire, prévient le secrétaire général de l'ONU

<https://www.theguardian.com/environment/2026/feb/09/global-economy-transformed-humanity-future-un-chief-antonio-guterres>

« Exclusif : António Guterres déclare que les systèmes comptables mondiaux devraient accorder une valeur réelle à l'environnement. »

« L'économie mondiale doit être radicalement transformée pour qu'elle cesse de récompenser la pollution et le gaspillage, a averti le secrétaire général de l'ONU, António Guterres. S'adressant au Guardian après la réunion organisée par l'ONU avec les principaux économistes mondiaux, M. Guterres a déclaré que l'avenir de l'humanité exigeait une refonte urgente des « systèmes comptables existants » qui, selon lui, conduisent la planète au bord du désastre... »

« ... En janvier, l'ONU a organisé à Genève une conférence intitulée « Au-delà du PIB », à laquelle ont participé des économistes de renom du monde entier, notamment le prix Nobel Joseph Stiglitz, l'éminent économiste indien Kaushik Basu et l'experte en équité Nora Lustig. Ce trio fait partie d'un groupe créé par M. Guterres et chargé de concevoir un nouvel ensemble d'indicateurs de réussite économique qui tiennent compte du « bien-être humain, de la durabilité et de l'équité ». Un rapport publié par le groupe à la fin de l'année dernière affirmait que, alors que le monde était confronté à des chocs mondiaux répétés au cours des deux dernières décennies, la nécessité d'une transformation économique était devenue de plus en plus urgente, de la crise financière de 2008 à la pandémie de Covid-19. »

PS : « Ces préoccupations s'inscrivent dans un débat croissant au sein des milieux universitaires, de la société civile et des cercles politiques sur la manière de créer des structures économiques compatibles avec une plus grande égalité et une meilleure durabilité. Parmi celles-ci figurent les keynésiens verts ou les défenseurs de la croissance verte, ainsi que les initiatives post-croissance, notamment l'économie du beignet, l'économie du bien-être et l'économie de l'état stationnaire. D'autres prônent la décroissance, qui met l'accent sur une réduction planifiée des formes de production nuisibles et inutiles, en particulier dans les pays riches, au profit d'une concentration sur les secteurs socialement bénéfiques de l'économie tels que les soins, les énergies renouvelables et les transports publics... »

Politico Pro - L'obsession de la croissance détruit la nature, avertissent 150 pays

<https://subscriber.politicopro.com/article/eenews/2026/02/09/obsession-with-growth-is-destroying-nature-150-countries-warn-ee-00771375>

« La Chine, l'Inde et les pays de l'UE figuraient parmi les signataires d'un rapport critiquant les mesures courantes de réussite économique. »

« Plus de 150 pays, dont la Chine, l'Inde et les membres de l'Union européenne, ont signé un rapport qui met en garde contre le fait que se concentrer sur une croissance économique effrénée contribue à la destruction de la biodiversité mondiale. « Les activités économiques non durables et l'accent mis sur la croissance mesurée par le produit intérieur brut ont été un facteur de déclin de la biodiversité [...] et font obstacle à un changement transformateur », met en garde un rapport publié lundi par la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES). L'IPBES est le principal organisme intergouvernemental chargé d'évaluer l'état de la biodiversité. Le rapport publié lundi est le fruit de trois années de travail et a été approuvé par les représentants des gouvernements lors du sommet de l'IPBES qui s'est achevé dimanche à Manchester, au Royaume-Uni... ».

The Conversation - Une chaleur sans fin : un modèle climatique prédit un avenir insupportable pour certaines régions d'Afrique

Oluwafemi E. Adeyeri <https://theconversation.com/heat-with-no-end-climate-model-sets-out-an-unbearable-future-for-parts-of-africa-274323>

« Les gens considèrent souvent une vague de chaleur comme un événement temporaire, une semaine de soleil intense qui finit par laisser place à une brise fraîche. Mais avec le changement climatique mondial, dans certaines régions d'Afrique, ce niveau de chaleur devient une caractéristique permanente du climat. ... Des recherches montrent que l'exposition de l'Afrique à

une chaleur dangereuse augmente rapidement. Jusqu'à présent, il était difficile d'estimer la gravité de cette chaleur. En effet, de nombreux modèles climatiques mondiaux largement utilisés avaient du mal à prendre en compte les facteurs locaux qui déterminent la chaleur dans les différentes zones climatiques et habitats de l'Afrique (tropiques humides, savanes sèches et zones agricoles en rapide évolution). ... Nos recherches ont montré qu'à la fin du XXIe siècle, la plupart des régions d'Afrique ne connaîtront plus de vagues de chaleur occasionnelles et subiront une chaleur extrême pendant la majeure partie de l'année. L'étude montre que d'ici 2065-2100, de nombreuses régions d'Afrique (à l'exception de Madagascar) pourraient connaître des vagues de chaleur pendant 250 à 300 jours par an... ».

Accès aux médicaments, vaccins et autres technologies de santé

Nature Africa - Le CDC Afrique exhorte les gouvernements à financer le premier plan de vaccination à l'échelle du continent

<https://www.nature.com/articles/d44148-026-00026-x>

« L'agence affirme que la vaccination systématique ne peut plus être maintenue sans financement national et sans une intégration plus forte dans les systèmes de soins de santé primaires. »

« Le Centre africain pour le contrôle et la prévention des maladies (Africa CDC) a présenté sa toute première stratégie continentale de vaccination, appelant les gouvernements africains à considérer la vaccination systématique comme un investissement essentiel en matière de santé publique et à assumer la responsabilité de son financement. Cette stratégie, approuvée lors d'une réunion convoquée par l'Africa CDC en novembre dernier à Kigali, au Rwanda, sera lancée en avril lors de la réunion régionale du Sommet mondial de la santé 2026 à Nairobi, au Kenya... »

Stat – Le directeur général de l'OMS qualifie les projets d'essais cliniques de vaccins financés par les États-Unis d'« contraires à l'éthique ».

<https://www.statnews.com/2026/02/11/hepatitis-b-vaccine-trial-guinea-bissau-ethics-questioned/>

« Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé a déclaré mercredi qu'une étude financée par les États-Unis sur le vaccin contre l'hépatite B en Guinée-Bissau serait « contraire à l'éthique » si elle se déroulait comme prévu. » « Bien sûr, un pays souverain peut décider ce qu'il veut, mais en ce qui concerne la position de l'OMS, il est contraire à l'éthique de poursuivre cette étude », a déclaré Tedros Adhanom Ghebreyesus lors d'une conférence de presse de l'OMS... »

PS : « Tedros a souligné que la Guinée-Bissau présente une forte prévalence de l'infection par l'hépatite B, ce qui signifie qu'il existe un risque important que les nouveau-nés non vaccinés dans le cadre de l'essai contractent la maladie. Une étude menée par l'équipe de recherche chargée de planifier l'essai sur l'hépatite B a révélé que près de 19 % des adultes du pays étaient séropositifs pour l'hépatite B. Tedros a suggéré qu'il serait contraire à l'éthique de priver la moitié des enfants de l'essai d'une intervention dont la sécurité et l'efficacité ont été prouvées. ... »

Éditorial du Lancet - Sécurité des statines : quand les mises en garde survivent aux preuves

[https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(26\)00303-X/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(26)00303-X/fulltext)

Éditorial du Lancet de cette semaine. « Plus de 30 ans après que l'étude scandinave Simvastatin Survival Study ait démontré que les statines sauvent des vies, **leur plein potentiel en matière de santé publique reste inexploité**. Les statines sont sous-utilisées dans le monde entier, ce qui fait que des millions de personnes restent exposées à des risques d'événements cardiovasculaires que les statines pourraient aider à prévenir... »

Conclusion : « ... Les enjeux ne sont pas seulement théoriques. Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, seule une personne sur dix environ parmi celles qui pourraient bénéficier d'un traitement par statines l'utilise à titre préventif. Dans les pays à revenu élevé, moins de la moitié des adultes éligibles sont traités, et dans certains contextes, seulement un tiers environ. La sous-utilisation des statines se traduit par des accidents vasculaires cérébraux, des infarctus du myocarde, des handicaps, une charge pour les soignants et des coûts pour le système de santé qui pourraient être évités. Les données disponibles appellent désormais à agir. Les autorités réglementaires du monde entier devraient revoir les étiquettes des produits à base de statines et supprimer ou reclasser les effets indésirables non étayés par des preuves causales. Les communications sur la sécurité doivent refléter les meilleures preuves disponibles, et non des avertissements obsolètes ou non étayés. Les patients méritent d'être protégés à la fois contre les effets indésirables des médicaments et contre les effets néfastes d'une communication inexacte sur les risques. »

Science News – Explication des effets secondaires rares et dangereux de certains vaccins contre la COVID-19

<https://www.science.org/content/article/rare-dangerous-side-effects-some-covid-19-vaccines-explained>

D'après un nouvel article publié dans le NEJM. « Une étude « révolutionnaire » révèle pourquoi les vaccins à base d'adénovirus ont provoqué des caillots sanguins et des hémorragies potentiellement mortels chez certaines personnes. »

« ... Les scientifiques montrent comment une protéine adénovirale déclenche la production d'anticorps « rebelles » chez les personnes présentant une combinaison malheureuse de patrimoine génétique et d'une mutation particulière dans leurs cellules B productrices d'anticorps. Au lieu de cibler une protéine virale, les anticorps rebelles se lient au PF4, déclenchant une cascade dangereuse... ».

PS : « Ces nouvelles découvertes pourraient aider à répondre aux inquiétudes concernant le risque potentiel de VITT dans les vaccins à base d'adénovirus pour d'autres maladies. Par exemple, l'un des deux vaccins approuvés contre Ebola utilise le même adénovirus que le vaccin COVID-19 de J&J. Les vaccins adénoviraux, peu coûteux à fabriquer et faciles à distribuer car ils ne nécessitent pas de stockage à très basse température, sont également en cours de développement contre la grippe, le paludisme, la méningite, la tuberculose et les maladies émergentes telles que le Nipah. « Les vecteurs adénoviraux ont un rôle majeur à jouer dans la production de nouveaux vaccins contre les agents pathogènes responsables d'épidémies, ainsi que pour les maladies présentant un

faible potentiel de rentabilité en matière de vaccins », explique Sarah Gilbert, vaccinologue à l'université d'Oxford, qui a contribué au développement du vaccin d'AstraZeneca. Selon elle, **cette nouvelle étude pourrait contribuer à rendre ces nouveaux vaccins plus sûrs**. Il est peu probable que le pVII puisse être simplement retiré du virus, mais les scientifiques pourraient être en mesure de concevoir des versions qui ne ressemblent pas autant au PF4, explique Sarah Gilbert. ... »

Telegraph - Des vaccins contre le HPV moins chers stimulent la ruée mondiale vers l'élimination du cancer du col de l'utérus

[Telegraph](#) :

« ... Aujourd'hui, **la chute du coût du vaccin et la prise de conscience qu'une seule dose suffit pour assurer une protection à vie signifient qu'il est en train d'être déployé dans les pays en développement.** »

« **La dose unique change la donne** et déterminera probablement l'avenir de la vaccination contre le HPV dans le monde entier », a déclaré **Paul Bloem, expert technique senior à l'Organisation mondiale de la santé (OMS)**. « La question pour les pays n'est plus « Devrions-nous l'introduire ? », mais « Quand allons-nous l'introduire ? »...

PS : « **L'OMS a lancé en 2020 sa campagne d'élimination du cancer du col de l'utérus, une politique de santé publique mondiale historique, en fixant des objectifs ambitieux de 90-70-90 pour 2030.** Ces objectifs comprennent la vaccination complète de 90 % des filles contre le HPV avant l'âge de 15 ans, le dépistage de 70 % des femmes à l'aide d'un test de dépistage du cancer du col de l'utérus hautement performant avant l'âge de 35 ans, puis à nouveau avant l'âge de 45 ans, et le traitement rapide de 90 % des femmes atteintes d'un cancer du col de l'utérus. Elle **donne la priorité aux femmes des pays à revenu faible et intermédiaire.** »

PS : « **Selon les experts, le vaccin HPV à dose unique est révolutionnaire**, car il réduit de moitié la complexité de l'administration, diminue considérablement les coûts, libère des stocks limités et rend plus facile la vaccination à grande échelle dans les écoles. **Cette approche à dose unique a véritablement changé la donne dans le déploiement des programmes, en particulier dans les pays à faible revenu, et notamment en Afrique** », a déclaré le Dr Sandra Mounier-Jack, professeure en systèmes et politiques de santé à la London School of Hygiene and Tropical Medicine.

PS : « ... **Le vaccin Gardasil domine les programmes depuis 2011, alimentant les premiers programmes nationaux au Rwanda, en Afrique du Sud, en Ouganda et en Tanzanie, mais la prochaine phase d'extension repose de plus en plus sur des vaccins chinois moins coûteux, tels que Cecolin et Walrinvax.** Le Serum Institute of India a également lancé son propre vaccin produit localement. ... « **Lorsque les vaccins contre le HPV ont été commercialisés pour la première fois, ils étaient très chers, facilement 100 dollars américains par dose** », a déclaré le Dr Bloem. « Aujourd'hui, nous sommes passés de deux fabricants à six, répartis sur plusieurs continents, notamment en Inde et en Chine. **Cette diversification est extrêmement importante.** Avec des volumes plus importants et un choix plus large, **la concurrence sur les prix commence naturellement à s'exercer.** »

APA News - L'Afrique du Sud lance un essai clinique pour un vaccin contre le VIH développé localement

<https://apanews.net/south-africa-launches-trial-of-locally-developed-hiv-vaccine/>

« L'Afrique du Sud a lancé les tout premiers essais cliniques sur l'homme d'un vaccin contre le VIH développé localement, marquant ainsi un tournant historique dans le domaine de la santé mondiale et un potentiel point de basculement dans la lutte contre le VIH et le sida qui dure depuis des décennies. Lancé au Cap, à la Fondation Desmond Tutu HIV basée à l'hôpital Groote Schuur, cet essai est la première étude sur un vaccin contre le VIH chez l'homme entièrement conçue et menée par des scientifiques africains. »

« Vingt volontaires séronégatifs ont déjà été recrutés pour aider les chercheurs à évaluer la sécurité du vaccin et sa capacité à déclencher une réponse immunitaire. Cette **initiative est menée par le Conseil sud-africain de la recherche médicale, le Wits Health Consortium et la Fondation Desmond Tutu HIV dans le cadre du consortium BRILLIANT**. Selon les experts de la santé, cet essai représente une avancée scientifique et symbolique majeure pour un continent qui porte le plus lourd fardeau de l'épidémie... »

The South Centre (document de recherche) - Résolutions du Conseil des droits de l'homme des Nations unies sur l'accès aux médicaments et l'utilisation des flexibilités prévues par l'accord ADPIC : une analyse

Par Nirmalya Syam ; <https://www.southcentre.int/research-paper-228-14-january-2026/>

« Ce document passe en revue près de vingt ans de travail du Conseil des droits de l'homme des Nations unies (CDHNU) sur l'accès aux médicaments. Le CDHNU a à plusieurs reprises présenté l'accès aux médicaments comme faisant partie du droit à la santé et a exhorté les États à recourir aux flexibilités prévues dans l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) afin de rendre les traitements essentiels plus abordables. Bien que le CDHNU ait renforcé le fondement des droits humains pour l'utilisation de ces flexibilités, ses résolutions n'ont entraîné que peu de changements sur le terrain. Les engagements pris dans les résolutions du CDHNU restent vagues et non contraignants, laissant en place de profondes barrières structurelles, notamment des clauses restrictives en matière de propriété intellectuelle (PI) dans les accords commerciaux, la pression exercée par les États puissants, des capacités techniques et de fabrication limitées et une faible coordination des politiques au sein des gouvernements. En outre, plusieurs résolutions récentes réaffirment la valeur de la protection de la PI, ce qui crée des tensions qui affaiblissent le soutien du Conseil à une utilisation plus large des flexibilités prévues par l'accord ADPIC. **Le document constate que le principal écart entre les engagements mondiaux en matière de droits humains et les mesures nationales visant à améliorer l'accès aux médicaments reflète des choix politiques et des obstacles structurels, et conclut en appelant à des mandats plus forts pour les États afin qu'ils examinent les obstacles à l'accès lors de l'Examen périodique universel, à une assistance technique accrue de la part du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, à une plus grande participation de la société civile, à des plans d'action nationaux en faveur du droit à la santé et à un suivi systématique de la mise en œuvre des ADPIC.** »

TGH - Au-delà du thimérosal : préserver l'accès aux vaccins malgré une hésitation croissante

P Yadav et al ; <https://www.thinkglobalhealth.org/article/beyond-thimerosal-preserving-vaccine-access-amid-growing-hesitation>

« Les ingrédients des vaccins tels que le thimérosal ont fait leurs preuves en matière de sécurité depuis longtemps. Le **discours américain pourrait semer un doute dangereux parmi les partenaires mondiaux.** »

Conflit/guerre/génocide et santé

International Feminist Journal of Politics - Pourquoi la Palestine est une question féministe : un règlement de comptes avec le féminisme occidental à l'heure du génocide

Nicola Pratt et al ; <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/14616742.2025.2455477>

« ... Les interventions présentées ici sont issues de tables rondes que nous avons organisées lors des conférences annuelles de la British International Studies Association (BISA) et de la British Society for Middle Eastern Studies (BRISMES) à l'été 2024. Ces **discussions visaient à démontrer pourquoi la Palestine est une question féministe et à remettre en question la complicité des cadres féministes dominants dans les systèmes d'oppression...** ».

Décoloniser la santé mondiale

Alliance pour la recherche en matière de politiques et de systèmes de santé (HPSR) - Financement, fragmentation et avenir de la recherche en matière de politiques et de systèmes de santé

Kumanan Rasanathan <https://www.linkedin.com/pulse/financing-fragmentation-future-health-policy-systems-research-rb7ee/>

« ... En ce qui concerne les menaces, si **l'attention s'est à juste titre concentrée sur les effets du retrait de l'aide et des contraintes budgétaires nationales sur la prestation des services de santé**, l'impact sur la recherche en santé, y compris la HPSR, a été beaucoup moins pris en compte. Dans la plupart des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur, la HPSR dépend presque entièrement de l'aide extérieure. À mesure que les partenaires de développement réduisent les budgets consacrés à la recherche en santé et s'éloignent des systèmes de santé, le nombre déjà restreint de bailleurs de fonds diminue encore davantage, mettant en péril de nombreuses institutions de premier plan dans le domaine de la HPSR dans certains pays. **À mesure que les financements externes diminuent, les pays devront de plus en plus financer eux-mêmes la HPSR.** C'est une tâche difficile à l'heure où de nombreux gouvernements ont du mal à maintenir les services de santé essentiels. Pourtant, ces dernières années, un petit nombre de pays ont montré

que le financement national de la HPSR était possible. L'Alliance entame un travail ciblé pour relever ce défi, notamment en documentant les expériences des pays et en élaborant des options pratiques pour soutenir le financement national durable de la HPSR... ».

IHP (blog) – Recherche quantitative ou qualitative en santé publique : un héritage colonial.

Willem van de Put ; <https://www.internationalhealthpolicies.org/blogs/quantitative-versus-qualitative-research-in-public-health-a-colonial-legacy/>

« Jeudi dernier, une conférence intéressante a eu lieu à l'ITM sur la décolonisation institutionnelle de la santé, des connaissances et des pratiques mondiales. Nous avons entendu les interventions du Dr Seye Abimbola, du Dr Özge Tunçalp, d'Yvon Englert, d'Adriana Moreno Cely et de Prashanth Srinivas. Cette session m'a fait réfléchir à deux points, comme toujours étroitement liés... ».

Quelques autres rapports et articles de la semaine

Guardian – Le déclin de la santé et de l'éducation dans les pays pauvres nuit au potentiel de revenus, selon la Banque mondiale

<https://www.theguardian.com/business/2026/feb/12/declining-health-education-poor-countries-harms-earning-potential-world-bank>

« Selon le rapport, les enfants nés aujourd'hui pourraient gagner 51 % de plus au cours de leur vie si le capital humain de leur pays s'améliorait. »

« La détérioration de la santé, de l'éducation et de la formation dans de nombreux pays en développement réduit considérablement les revenus futurs des enfants nés aujourd'hui, selon la Banque mondiale. Dans un rapport intitulé « », la Banque mondiale exhorte les décideurs politiques à se concentrer sur l'amélioration des résultats dans trois domaines : le foyer, le quartier et le lieu de travail. »

« Le rapport, intitulé **Building Human Capital Where it Matters** (Construire le capital humain là où cela compte), révèle que **dans 86 des 129 pays à faible et moyen revenu, la santé, l'éducation ou l'apprentissage sur le lieu de travail ont régressé entre 2010 et 2025**. Après avoir analysé les liens avec les revenus, la Banque mondiale affirme que les enfants nés aujourd'hui dans les pays à revenu faible ou intermédiaire pourraient gagner 51 % de plus au cours de leur vie si le capital humain de leur pays était équivalent à celui des nations les plus performantes ayant des niveaux de revenu similaires... »

Global 50/50 a publié son premier rapport Global Justice 50/50 intitulé « **Gender (In)Justice? » (Injustice entre les sexes ?)**.

<https://global5050.org/2026-justice-report/>

Via Kent Buse (sur LinkedIn) : « Cette **analyse** indépendante, la première du genre, **évalue 171 organisations mondiales dans le domaine du droit et de la justice** — notamment des tribunaux, des cabinets d'avocats internationaux de renom, des organismes intergouvernementaux, des ONG, des associations professionnelles, des commissions et des bailleurs de fonds — afin d'examiner qui dirige, quelles voix comptent et si les institutions chargées de faire respecter la justice répondent aux normes qu'elles prônent. »

Question clé : les organisations mondiales de droit et de justice défendent-elles l'égalité des sexes, l'équité et la justice dans leur travail et sur leur lieu de travail ?

« Les conclusions donnent à réfléchir :

- ◊ Les femmes occupent 40 % des postes de direction dans l'ensemble, mais les hommes dominent les plus hauts échelons : 71 % des postes de direction dans le système judiciaire et 80 % des postes de direction dans les cabinets d'avocats internationaux d'élite.
- ◊ 81 % des postes les plus influents sont occupés par des ressortissants de pays à revenu élevé, tandis que seulement 1 % sont occupés par des femmes issues de pays à faible revenu.
- ◊ Dans l'ensemble du secteur, les politiques sur le lieu de travail et les pratiques de gouvernance continuent de présenter des lacunes en matière d'équité, d'égalité et d'inclusion. »

Lancet Public Health (Point de vue) – Paralysie dans le domaine de la santé publique et des politiques : quand les preuves deviennent un alibi

H Benzian et al ; [https://www.thelancet.com/journals/lanpub/article/PIIS2468-2667\(26\)00009-5/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanpub/article/PIIS2468-2667(26)00009-5/fulltext)

« La santé publique évolue à une époque où les données sont disponibles et les analyses sophistiquées comme jamais auparavant, mais les mesures visant à relever des défis sanitaires bien connus sont souvent retardées. **Nous soutenons que les preuves servent de plus en plus d'alibi, c'est-à-dire qu'elles permettent de légitimer le report des décisions et de rejeter la responsabilité sur l'incertitude plutôt que de guider la prise de décision.** En nous appuyant sur l'expérience politique récente, nous examinons comment l'augmentation des exigences en matière de preuves peut entraîner une paralysie de l'analyse, privilégiant le perfectionnement plutôt que la mise en œuvre. **Nous soutenons que de nombreux défis sanitaires contemporains nécessitent une action rapide dans un contexte de connaissances imparfaites et que les systèmes de santé publique devraient être conçus pour agir, apprendre et s'adapter, plutôt que d'attendre une certitude inaccessible.** »

Divers

Guardian - Le Royaume-Uni et les États-Unis atteignent de nouveaux creux dans l'indice mondial de corruption

<https://www.theguardian.com/world/2026/feb/10/uk-and-us-sink-to-new-lows-in-global-index-of-corruption>

« La baisse des scores des pays dans le classement annuel s'inscrit **dans une « tendance inquiétante » de recul des démocraties établies.** »

« Le Royaume-Uni et les États-Unis ont atteint de nouveaux creux dans un indice mondial de corruption, dans un contexte marqué par une « tendance inquiétante » à l'érosion des institutions démocratiques sous l'effet des dons politiques, du trafic d'influence et des persécutions étatiques à l'encontre des militants et des journalistes. Des experts et des hommes d'affaires ont évalué 182 pays en fonction de leur perception des niveaux de corruption dans le secteur public afin d'établir un classement qui place le Danemark en tête avec les niveaux de corruption les plus bas et le Soudan du Sud en queue de peloton... L'indice de perception de la corruption, organisé par le groupe de campagne Transparency International, a identifié une détérioration globale, 31 pays ayant amélioré leur score, tandis que 50 l'ont vu baisser... ».

Le rapport a notamment identifié un recul dans les démocraties établies, avertissant que les événements survenus pendant la présidence de Donald Trump et les révélations contenues dans les dossiers Epstein pourraient alimenter une nouvelle détérioration... »

Guardian - « La feuille de coca, c'est la vie même » : les espoirs des cultivateurs andins s'amenuisent alors que l'OMS maintient l'interdiction mondiale

<https://www.theguardian.com/global-development/2026/feb/10/coca-leaf-cocaine-bolivia-colombia-sacred-indigenous-un-ban-us>

« Sous la pression des États-Unis dans le cadre de la « guerre contre la drogue », l'OMS continue de classer ce remède sacré des populations autochtones au même titre que l'héroïne ou le fentanyl, malgré ses nombreuses propriétés thérapeutiques... »

TGH – Quand le surmenage devient mortel

E Every (CFR) ; <https://www.thinkglobalhealth.org/article/when-working-too-much-becomes-deadly>

« À mesure que la prise de conscience autour du karoshi, ou « mort par surmenage », s'accroît, les appels à repenser les limites du travail durable se multiplient. »

Comprend une « géographie de l'épuisement ».

Et conclut : « Grâce aux preuves de plus en plus nombreuses issues d'essais menés dans le monde entier, la semaine de travail de quatre jours est apparue comme une solution fondée sur des données pour répondre à une crise sanitaire mondiale... »

Gouvernance mondiale de la santé et gouvernance de la santé

GPF - Comment la crise de financement de l'ONU va s'aggraver en 2026

Bodo Ellmers ; [Global Policy](#) ;

« Seuls 51 États membres de l'ONU ont payé dans les délais, 142 ne l'ont pas fait. »

PS : « ... **La crise financière a également relancé les propositions visant à ce que le système des Nations unies génère des revenus grâce à une taxation mondiale.** Par coïncidence, ce **débat croissant coïncide avec les négociations sur une convention-cadre fiscale à l'ONU.** Un financement innovant pourrait remodeler fondamentalement la manière dont l'ONU finance les biens publics mondiaux, rendant le financement plus stable et plus durable à l'avenir. »

CEPEI (rapport) - La triple déconnexion : pouvoir, argent et voix dans le système de développement des Nations Unies — Cartographie de l'influence et de l'informalité

<https://cepei.org/en/documents/the-triple-disconnect-power-money-and-voice-in-the-un-development-system-mapping-influence-and-informality/>

« Le système des Nations Unies pour le développement est au cœur de la coopération mondiale au développement, non pas parce qu'il contrôle la plupart des ressources, mais parce qu'il façonne les normes, les priorités et la légitimité de l'action multilatérale. Pourtant, derrière l'architecture formelle des conseils, des comités et des mandats se cache une réalité plus complexe : les décisions sont de plus en plus influencées par le pouvoir informel, le levier financier et l'accès inégal à l'influence. Ce rapport cartographie où réside réellement le pouvoir au sein du système des Nations Unies pour le développement, révélant comment la gouvernance fonctionne dans la pratique et pourquoi la dynamique actuelle érode la légitimité à un moment critique pour la réforme des Nations Unies. »

Parmi les principales conclusions : « **La gouvernance du développement des Nations unies se caractérise par une « triple déconnexion »** : l'autorité formelle appartient aux organes de gouvernance, le contrôle financier est détenu par une poignée de donateurs importants et les pays les plus touchés par les activités de développement des Nations unies ont une voix limitée au niveau mondial. »

« **L'architecture de financement influence davantage les résultats que les débats politiques** : le financement volontaire de base a chuté à 13 %, laissant la plupart des ressources dépendre de contributions affectées négociées en dehors du contrôle officiel. **L'influence dépend de plus en plus de mécanismes informels** : la coordination des donateurs, le pouvoir de rédaction et les consultations à huis clos façonnent les décisions bien avant la tenue des réunions officielles, renforçant ainsi les asymétries structurelles en matière d'accès et d'impact. »

ECDPM - Image de marque géopolitique : pourquoi la « globetition » nécessite de nouvelles compétences en marketing pour l'Europe

<https://ecdpm.org/work/geopolitical-branding-why-globetition-requires-new-marketing-skills-europe>

« Dans ce commentaire, **Christian Lungarotti et Carlo Alberto Pratesi** explorent dans quelle mesure une stratégie efficace de branding géopolitique peut contribuer à renforcer la position mondiale d'un pays ou d'une organisation internationale et à soutenir ses objectifs économiques et politiques. »

« La mondialisation est en pleine mutation : autrefois axée principalement sur la coopération dans une logique gagnant-gagnant, elle se caractérise aujourd'hui de plus en plus par une composante croissante de concurrence et de jeux à somme nulle. Nous appelons ce nouveau contexte, où la mondialisation est recadrée sous l'angle de la concurrence, « globetition ». Sa principale caractéristique est que certaines des dynamiques typiques de rivalité entre grandes entreprises privées apparaissent désormais entre les acteurs géopolitiques... »

ECDPM (Note) – L'examen par les pairs du CAD de l'UE pour 2025 : du diagnostic à l'action

P Van Damme ; <https://ecdpm.org/work/eus-2025-dac-peer-review-diagnosis-action>

« À propos de l'évaluation par les pairs 2025 de l'OCDE-CAD sur la coopération au développement de l'UE, Philippe van Damme souligne l'appel lancé dans le rapport à l'Union pour qu'elle maintienne son objectif de réduction de la pauvreté dans le contexte d'une stratégie Global Gateway davantage axée sur les intérêts. »

Geneva Solutions - « Le statu quo n'est pas une option », déclare le directeur général de l'OMC à la veille d'une réunion majeure consacrée aux réformes

<https://genevasolutions.news/sustainable-business-finance/status-quo-is-not-an-option-says-wto-chief-ahead-of-major-meeting-focused-on-reforms>

« Le directeur nigérian de l'Organisation mondiale du commerce a déclaré que la réforme attendue depuis longtemps de cet organisme vieux de 30 ans serait au cœur des discussions lors de la conférence ministérielle qui se tiendra le mois prochain au Cameroun, alors que celui-ci est confronté à une crise existentielle. »

Lancet Regional Health Europe (Point de vue) - Géopolitique et santé publique : l'Europe dans l'ombre de la stratégie de sécurité nationale des États-Unis

par J Cylus & M McKee. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2666776226000372>

« ... Cet article analyse les implications de la stratégie de sécurité nationale américaine pour 2025 sur la santé publique et les systèmes de santé en Europe, en accordant une attention particulière au bien-être, aux migrations, au climat et à la coopération multilatérale. L'affaiblissement de l'OMS, la réduction de l'engagement multilatéral des États-Unis et le caractère plus transactionnel des relations transatlantiques menacent la sécurité sanitaire mondiale. L'Europe doit préserver ses systèmes de santé, l'équité et l'ordre mondial multilatéral. »

Correspondance Lancet - Nouvelles approches pour la coopération sanitaire mondiale entre le Royaume-Uni et la Chine

Minghui Ren et al ; [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(26\)00219-9/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(26)00219-9/fulltext)

« Une conférence organisée en 2025 sur le renforcement de la coopération entre le Royaume-Uni et la Chine en matière de recherche pour la santé mondiale en temps de crise, conjointement organisée par l'Institut d'études du développement de l'université de Pékin, en Chine, et le Howard Dalton Centre de l'université de Warwick, au Royaume-Uni, a exploré ce à quoi pourrait ressembler un nouveau type de coopération. Cette coopération s'appuierait sur une collaboration antérieure concernant les défis sanitaires nationaux de la Chine et sur le travail accompli dans les années 2010, lorsque les deux pays ont cherché à établir une nouvelle relation post-aide... ».

« ... Une nouvelle forme de coopération entre le Royaume-Uni et la Chine doit être une réponse fondée sur des données probantes aux défis communs. Il existe de solides arguments en faveur d'une coopération dans le domaine scientifique et en matière de réglementation et de gouvernance de l'innovation afin de faciliter l'accès à des technologies médicales abordables dans les pays à revenu faible et intermédiaire. ... La conférence a identifié plusieurs points d'entrée pour ce type de coopération. ... »

GLOHRA - Le double dividende : pourquoi l'Allemagne devrait investir dans la recherche en santé mondiale

https://www.globalhealth.de/fileadmin/user_upload/Documents/Argumentationshilfe/GLOHRA_Positionpaper_5_reasons_for_investing_in_global_health_research.pdf

Énumération de 5 raisons. « ...Les investissements de l'Allemagne dans la recherche en santé mondiale offrent un double dividende : ils sauvent des vies dans le monde entier et renforcent la position de l'Allemagne et de ses partenaires en tant que pays innovants, crédibles et sûrs... ».

Devex - Taïwan se positionne comme nouveau centre régional pour les ONG internationales

<https://www.devex.com/news/taiwan-positions-itself-as-new-regional-international-ngo-hub-111856>

« Consciente de la menace d'une invasion chinoise potentielle, Taïwan déploie la collaboration avec les ONG comme outil de défense. »

- Et un lien : [L'UNFPA et l'Africa CDC forgent un partenariat stratégique pour faire progresser la santé et l'innovation à travers l'Afrique](#)

« Le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) et les Centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies (Africa CDC) ont signé aujourd'hui un protocole d'accord historique visant à renforcer la collaboration en matière d'innovation dans le domaine de la santé des femmes et des adolescents, d'élaboration de politiques fondées sur des données et d'investissements durables à travers l'Afrique. Cet accord, signé lors du sommet de l'Union africaine 2026 par Mme Diene Keita, directrice exécutive de l'UNFPA, et le Dr Jean Kaseya, directeur général de l'Africa CDC, scelle un engagement commun à accélérer les progrès vers l'accès universel à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (SRHR), à promouvoir la résilience démographique et à mettre en place des systèmes de santé résilients et équitables grâce à l'innovation et à des partenariats stratégiques... ».

Financement mondial de la santé

The Conversation - Taxer les économies informelles africaines : promesses et écueils de la technologie

A Gawaindepi ; <https://theconversation.com/taxing-africas-informal-economies-technologys-promise-and-pitfalls-275324>

« L'Afrique est entrée dans une nouvelle « ère fiscale du développement ». À mesure que les financements extérieurs se tarissent, de nombreux pays africains comptent désormais davantage sur leur propre capacité à lever des fonds par le biais des impôts. Mais une grande partie des économies africaines d' sont informelles, ce qui est largement considéré comme un obstacle à la perception des recettes fiscales. » « Mes travaux récents montrent également que les pays où le niveau d'informalité est élevé ont tendance à percevoir moins de recettes fiscales et à être confrontés à d'autres défis connexes. »

« Environ 85 % des personnes en âge de travailler en Afrique subsaharienne occupent un emploi informel. Il est donc extrêmement difficile pour les autorités fiscales de suivre l'activité économique ou de faire respecter la conformité. L'informalité rend plus difficile pour les gouvernements de développer les trois capacités nécessaires à une fiscalité efficace : l'identification, la détection et la collecte. »

« La technologie apporte une réponse à ces trois défis. Mais, comme le montrent mes recherches, elle ne constitue pas une solution complète. Des outils mal conçus peuvent amplifier les défis existants ou créer de nouvelles injustices, affaiblir la confiance et pousser les gens à revenir à l'argent liquide... »

Couverture sanitaire universelle et soins de santé primaires

The Conversation - Santé publique et sous-traitance : est-ce que cela peut fonctionner ? Une étude mondiale apporte quelques réponses

Z Khan et al ; <https://theconversation.com/public-healthcare-and-contracting-out-can-it-work-global-review-presents-some-answers-274464>

« ... Notre équipe de chercheurs en Afrique du Sud, au Brésil et en Inde a mené une étude mondiale des données disponibles, analysant plus de 80 études évaluées par des pairs à travers le monde. Nous voulions comprendre, tout d'abord, si la sous-traitance améliorait l'accès, la qualité et l'équité des soins primaires. Les systèmes de santé fondés sur des soins primaires solides sont généralement plus performants. Ensuite, nous voulions savoir si l'implication des communautés locales dans la gouvernance (conception et suivi) de ces contrats faisait une différence... »

« **Notre examen a brossé un tableau complexe.** Du côté positif, les données montraient clairement que la sous-traitance améliorait souvent l'accès aux soins primaires. Cela était particulièrement vrai dans les zones périphériques ou reculées où la portée et les ressources de l'État étaient limitées. Cependant, l'impact sur la qualité des services était beaucoup moins clair. En ce qui concerne la

question communautaire, notre recherche a montré que lorsque les communautés avaient réellement leur mot à dire dans la conception et le suivi des contrats, les résultats étaient meilleurs. Cela contribuait à améliorer l'accès et à rendre les services plus adaptés aux besoins locaux... »

Plos GPH - Une analyse approfondie de l'évaluation des technologies de santé au Brésil : structure, politiques et processus

<https://journals.plos.org/globalpublichealth/article?id=10.1371/journal.pgph.0005914>

Par Mohammed Alkhaldi et al.

Préparation et réponse aux pandémies / Sécurité sanitaire mondiale

Plos GPH - Mettre en place des systèmes de préparation : études mondiales sur la gouvernance institutionnelle et les agences nationales de santé publique

S D Sasie et al ;

<https://journals.plos.org/globalpublichealth/article?id=10.1371/journal.pgph.0005427>

« Les urgences de santé publique restent une menace persistante pour la sécurité sanitaire mondiale, la pandémie de COVID-19 ayant mis en évidence des faiblesses critiques, même dans les systèmes de santé avancés. **Les agences nationales de santé publique (ANSP), en particulier les instituts nationaux de santé publique (INSP), sont devenues des acteurs centraux dans la coordination des fonctions de préparation et d'intervention.** Cependant, la maturité institutionnelle, le financement et l'intégration infranationale restent inégaux, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire. **Cette étude exploratoire rassemble des données sur la gouvernance, les arrangements institutionnels, le développement de la main-d'œuvre, le financement et les déterminants transversaux qui façonnent la préparation et l'intervention en cas d'urgence de santé publique... »**

La CEPI et la Corée discutent de l'avenir de la coopération internationale en matière de santé fondée sur l'IA

<https://cepi.net/cepi-and-korea-discuss-future-ai-driven-international-health-cooperation>

« **Un séminaire organisé à l'Assemblée nationale a abordé le lien stratégique entre la technologie de l'IA et l'aide publique au développement (APD) dans le domaine de la santé.** La CEPI attend de la Corée qu'elle joue un rôle de premier plan dans la nouvelle plateforme d'IA, **Pandemic Preparedness Engine.** Un consensus a été atteint entre le gouvernement coréen, l'Assemblée nationale, les organisations internationales et l'industrie pour développer l'APD dans le domaine de la santé grâce à l'IA. »

« ... l'événement a été organisé afin d'explorer de nouveaux modèles de coopération sanitaire qui pourraient exploiter l'IA pour aller au-delà des méthodes d'aide traditionnelles et renforcer le rôle de la Corée dans la recherche et le développement de vaccins et la préparation aux pandémies... »

PS : « Le Dr Hatchett a présenté le Pandemic Preparedness Engine, une nouvelle plateforme d'IA révolutionnaire qui sera un élément clé de la stratégie future de la CEPI. Le moteur intégrera plusieurs ensembles de données dans une plateforme unique et sécurisée permettant aux scientifiques d'identifier si un agent pathogène présente un potentiel pandémique et de proposer des candidats vaccins potentiels. ... »

Via la newsletter de RANI – re CEPI

<https://mailchi.mp/rani/a-moment-of-choice-resilience-action-playbook-12-feb?e=da8439b1d4>

« **La CEPI a publié sa première politique en matière de biosécurité et une FAQ, qui définissent des approches visant à identifier et à réduire les risques liés à la biosécurité et à la biosûreté dans le cadre des recherches qu'elle finance.** Elle a également annoncé une collaboration avec **Samsung Biologics** afin de renforcer la production de vaccins prêts à être utilisés en cas d'épidémie et la préparation mondiale à une pandémie grâce à un partenariat technologique et à une augmentation des capacités de production. **Restez à l'écoute pour le lancement du dossier d'investissement 3.0 de la CEPI.** »

Santé planétaire

Actualités sur le changement climatique - Le président de la COP31 dénonce le recul climatique, mais rejette la priorité accordée aux combustibles fossiles

<https://www.climatechannews.com/2026/02/12/cop31-chief-slams-climate-backsliding-but-rejects-priority-focus-on-fossil-fuels/>

« Après une première réunion stratégique de la COP31, le ministre turc de l'Environnement, Murat Kurum, a déclaré qu'il « préservait les priorités de développement » des pays en développement.

« ... lorsqu'il a été interrogé sur la dépendance de son propre pays à l'égard des combustibles fossiles, il a déclaré qu'il était important de maintenir un équilibre entre la croissance et l'action climatique dans les pays en développement... ».

Science (Forum politique) – Utiliser les marchés pour s'adapter au changement climatique

<https://www.science.org/doi/10.1126/science.aea7431>

« Des recherches montrent si et quand les marchés peuvent contribuer à limiter les dommages causés par le changement climatique. »

Économie écologique – Économie écologique radicale : un paradigme issu des pays du Sud

David Barkin et al ; <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0921800926000248>

« L'économie écologique radicale est un moyen plus approprié pour collaborer avec les communautés du Sud. Elle transcende les prémisses conceptuelles et méthodologiques de l'économie écologique, en intégrant des réalités qui ne sont généralement pas prises en compte, mais qui existent et résistent activement à travers le monde. Le texte **aborde trois domaines principaux :.... »**

PIK - Le changement climatique pourrait réduire de moitié les zones propices à l'élevage de bovins, d'ovins et de caprins d'ici 2100

<https://www.pik-potsdam.de/en/news/latest-news/climate-change-could-halve-areas-suitable-for-cattle-sheep-and-goat-farming-by-2100>

Et même cette estimation est assez prudente en termes de calendrier, selon d'autres...

« Une nouvelle étude menée par l'Institut de recherche sur l'impact climatique de Potsdam (PIK) montre que les systèmes de pâturage basés sur les prairies – qui couvrent actuellement un tiers de la surface de la Terre et représentent le plus grand système de production au monde – connaîtront une forte contraction à mesure que les températures mondiales augmenteront. Selon le scénario analysé, 36 à 50 % des terres présentant aujourd'hui des conditions climatiques propices au pâturage perdront leur viabilité d'ici 2100, ce qui affectera plus de 100 millions d'éleveurs et jusqu'à 1,6 milliard d'animaux de pâturage. **L'étude, publiée aujourd'hui dans la revue scientifique PNAS, identifie un « espace climatique sûr » pour le pâturage des bovins, des ovins et des caprins.** À ce jour, ces systèmes agricoles ont prospéré dans certaines fourchettes de température (de -3 à 29 °C), de précipitations (entre 50 et 2 627 millimètres par an), d'humidité (de 39 à 67 %) et de vitesse du vent (entre 1 et 6 mètres par seconde). **« Le changement climatique va modifier et réduire considérablement ces espaces à l'échelle mondiale, laissant moins d'espace aux animaux pour paître. ... »**

Maladies infectieuses et MTN

NYT - 4 mois piégés à l'hôpital pour un traitement obsolète de leur maladie

<https://www.nytimes.com/2026/02/12/health/tb-sanitarium-cameroon.html>

« Les professionnels de santé des pays en développement savent que l'isolement des patients atteints de tuberculose est une pratique dépassée et potentiellement dangereuse, mais ils ne disposent pas des ressources nécessaires pour y renoncer. »

« ... Le modèle de traitement de la tuberculose en sanatorium, qui consiste à confiner les personnes en isolement pendant une longue période, a été déclaré obsolète aux États-Unis et dans d'autres pays à revenu élevé il y a environ 60 ans. Il a perduré en Europe de l'Est jusqu'à il y a 15 ans, mais **il est toujours utilisé dans certains pays à faible revenu d'Afrique et d'Asie, où les systèmes de**

santé manquent de ressources pour mettre à jour leurs politiques, former à nouveau leur personnel ou déployer des agents de santé communautaires pour aider les patients à domicile. »

« Depuis 15 ans, l'Organisation mondiale de la santé affirme que les patients atteints de tuberculose ne devraient pas être isolés, confinés ou hospitalisés, sauf s'ils sont gravement malades. Les recherches montrent que leur traitement contre la tuberculose serait plus efficace s'il était effectué à domicile, car les patients auraient une meilleure santé mentale et seraient moins exposés à d'autres infections. Et la dure réalité concernant le risque d'infection est qu'au moment où les personnes sont diagnostiquées, elles ont probablement déjà exposé leur famille et leurs collègues. Après seulement quelques jours de traitement, leur nombre de bactéries chutera, et il n'y aura donc plus de risque à les laisser rester dans leur famille après le diagnostic... »

« Mais les efforts visant à faire adopter les nouvelles directives partout ont été entravés par des perturbations et une baisse du financement international pour la prise en charge de la tuberculose... »

En se concentrant ici sur le Cameroun.

MNT

Lancet - Obésité chez l'adulte et risque d'infections graves : une étude multicohorte avec estimation de la charge mondiale

Solja T Nyber et al ; [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(25\)02474-2/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(25)02474-2/fulltext)

« L'obésité chez l'adulte a été associée à certaines infections spécifiques, mais les preuves concernant l'ensemble des maladies infectieuses restent rares. **Dans cette étude multicohorte avec modélisation d'impact, nous avons examiné le lien entre ce facteur de risque évitable et l'incidence, les hospitalisations et la mortalité liées à 925 maladies infectieuses bactériennes, virales, parasitaires et fongiques, et avons estimé leur impact attribuable à l'échelle mondiale et régionale... »**

- Commentaire connexe dans The Lancet : Le fardeau mutuellement renforcé de l'obésité et des infections
- Article connexe dans The Guardian - Les personnes obèses ont 70 % plus de risques d'être hospitalisées ou de mourir d'une infection, selon une étude

« **Les personnes obèses ont 70 % plus de risques d'être hospitalisées ou de mourir d'une infection, et une mort sur dix liée à une infection dans le monde est associée à cette condition, selon une étude. »**

« Selon une étude portant sur plus de 500 000 personnes, un poids malsain augmente considérablement le risque de maladie grave et de décès dus à la plupart des maladies infectieuses, notamment la grippe, la pneumonie, la gastro-entérite, les infections urinaires et la Covid-19. Les chercheurs ont découvert que l'**obésité pourrait déjà être un facteur dans pas moins de 600 000 des 5,4 millions de décès (11 %) dus à des maladies infectieuses chaque année...** »

Lancet Public Health (Point de vue) Repenser les systèmes de santé pour lutter contre l'isolement social et la fragilité

Fereshteh Mehrabi, et al ; [https://www.thelancet.com/journals/lanpub/article/PIIS2468-2667\(25\)00324-X/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanpub/article/PIIS2468-2667(25)00324-X/fulltext)

« Les populations vieillissantes sont confrontées à des charges croissantes liées à la fragilité et à l'isolement social, deux défis de santé publique interdépendants qui augmentent le risque de démence, d'hospitalisation et de mortalité. Malgré le potentiel d'intervention des systèmes de santé, la cooccurrence de la fragilité et de l'isolement social reste négligée dans les politiques, la recherche et les soins de routine, ce qui conduit à des réponses fragmentées et insuffisantes. Des obstacles structurels (par exemple, les barrières culturelles et linguistiques, le faible niveau de connaissances en matière de santé, la complexité du système, les contraintes financières, l'isolement géographique et la coordination des soins) limitent encore davantage l'accès. **Dans cet article, nous mettons en évidence quatre priorités pour relever ces défis : (1) le dépistage dans les soins primaires et aigus ; (2) l'intégration des soins médicaux et sociaux ; (3) la prescription sociale ; et (4) les politiques et la recherche axées sur l'équité dans le cadre des stratégies de lutte contre le vieillissement... »**

Plos GPH - Explorer les perceptions des parties prenantes sur les initiatives de soutien par les pairs dans la gestion du diabète dans les pays à revenu faible et intermédiaire : une étude par sondage en ligne

<https://journals.plos.org/globalpublichealth/article?id=10.1371/journal.pgph.0005840>

Par Bishal Gyawali et al.

Nature Medicine - Solutions pratiques pour la gestion du poids dans les soins primaires

Nerys Astbury & E Morris ; <https://www.nature.com/articles/s41591-026-04205-z>

« Les données suggèrent que les cabinets de soins primaires pourraient contribuer à une gestion efficace du poids, mais uniquement grâce à des stratégies de mise en œuvre solides qui tiennent compte des réalités et des contraintes des établissements de soins primaires. »

Plos Med – L'impact de la définition de l'obésité donnée par la Commission Lancet sur sa prévalence et ses implications sur les résultats cardiovasculaires, rénaux et métaboliques à long terme chez les Asiatiques de l'Est : étude observationnelle de deux cohortes communautaires

David T. W. Lui, et al ;

<https://journals.plos.org/plosmedicine/article?id=10.1371/journal.pmed.1004749>

« La Commission Lancet a proposé en janvier 2025 une mise à jour de la définition de l'obésité qui exige au moins une mesure anthropométrique en plus de l'indice de masse corporelle (IMC) pour confirmer l'excès d'adiposité. De plus, la présence d'un dysfonctionnement organique lié à l'obésité est utilisée pour différencier l'obésité clinique de l'obésité préclinique. **Nous avons évalué comment**

l'application de la définition de l'obésité proposée par la Commission Lancet, qui exigeait une mesure anthropométrique supplémentaire pour vérifier l'excès d'adiposité, affecterait sa prévalence et ses implications sur la santé cardiovasculaire, rénale et métabolique... ».

Et un lien :

- Lettre du Lancet - [Stratégie du Malawi en matière de maladies non transmissibles chez les enfants](#)

Déterminants sociaux et commerciaux de la santé

International Journal of Social Determinants of Health and Health Services - Fossil Health : déconstruire la relation entre santé et énergie pour réimaginer un avenir viable

Laila Vivas et al ; <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/27551938261419437>

« À l'ère de la crise socio-écologique, les discours culturels dominants de l'Anthropocène renforcent paradoxalement une profonde dépendance aux combustibles fossiles. Ces systèmes façonnent profondément la vie moderne, y compris nos conceptions les plus fondamentales de la santé. **Cet article soutient que les conceptions sociétales de la santé dans les pays du Nord sont constituées et limitées par des paradigmes fondés sur les combustibles fossiles.** Pour analyser ce verrouillage, nous proposons le concept de « santé fossile » comme outil conceptuel destiné à montrer **comment la dépendance aux combustibles fossiles perpétue des notions productivistes et non durables de la santé.** En appliquant cette perspective à travers une intégration de l'écologie politique, de la sociologie et de la santé publique, nous retracons ses manifestations à travers les systèmes de santé, les politiques, les comportements et les pratiques quotidiennes. **En fin de compte, il est essentiel de transcender ce cycle pour réimaginer des relations plus équitables et plus écologiques entre la société, la nature et la santé. »**

PS : « ... la santé à l'ère de l'Anthropocène doit être comprise non pas comme un nom statique, mais comme un verbe actif, faisant écho à l'expression de Lynn Margulis et Dorion Sagan « la vie comme verbe » (p. 14). Elle est à la fois le produit de son environnement et un facteur déterminant de la société, profondément ancrée dans son environnement matériel et culturel. Reconnaître que nos imaginaires de la santé – la façon dont nous envisageons la santé et ses causes – contribuent à la crise socio-écologique ouvre des voies essentielles à la transformation. **Dans ce contexte, nous présentons le cadre Fossil Health pour analyser comment les imaginaires de la santé sont liés aux systèmes énergétiques et guider l'exploration de possibilités de modes de vie plus durables et plus équitables... ».**

BMJ (blog) - Derrière des portes closes : le lobbying de l'industrie du tabac dans l'UE vise à affaiblir les politiques de santé dans le monde entier

[BMJ Tobacco control](#) ;

« Un nouveau rapport, intitulé *Behind Closed Doors: How the Tobacco Lobby Influences the European Union and Beyond* (*Derrière des portes closes : comment le lobby du tabac influence l'Union européenne et au-delà*), révèle l'ampleur et les tactiques du lobbying coordonné et bien financé de l'industrie du tabac au cœur du processus décisionnel de l'Union européenne (UE) et son objectif actuel d'accroître la disponibilité des produits addictifs et nocifs de l'industrie. S'appuyant sur l'analyse des registres de transparence de l'UE, d'autres documents publics et de nombreuses demandes d'accès à l'information (FOI), notre analyse révèle un effort concerté des fabricants de tabac, en particulier Philip Morris International (PMI), pour influencer la politique de l'UE et tirer parti du pouvoir diplomatique et commercial de l'UE afin de saper les politiques bien au-delà des frontières européennes. ... »

Santé mentale et bien-être psychosocial

P Marquez - Le bien-être grâce à l'IA : possibilités, risques et nécessité d'investir dans la santé cérébrale

P Marquez ;

« Dans cet article, je réfléchis à la fois aux promesses et aux risques de l'IA pour la santé mentale et le bien-être des individus dans des sociétés déjà mises à rude épreuve par l'incertitude économique, la fragmentation sociale et les changements technologiques rapides. Les données examinées font ressortir un message cohérent : l'IA ne diminue pas l'importance des capacités humaines, elle renforce leur pertinence. La curiosité, l'esprit critique et l'autorégulation deviennent plus précieux à mesure que les systèmes d'IA se développent, et non l'inverse. Lorsque ces capacités sont soutenues, l'IA peut améliorer l'apprentissage, le jugement et les soins. Lorsqu'elles sont affaiblies, par l'extraction cachée de données, la surautomation ou des environnements numériques mal gérés, le bien-être se détériore, la confiance s'érode et les risques sociaux s'accumulent... ».

Guardian - « À 2 heures du matin, on a l'impression que quelqu'un est là » : pourquoi les Nigérians choisissent les chatbots pour leur donner des conseils et leur prodiguer des soins

<https://www.theguardian.com/global-development/2026/feb/12/nigeria-mental-health-ai-chatbots-psychiatry-therapy-depression-privacy>

« Alors que beaucoup n'ont pas accès à des thérapeutes qualifiés ou n'ont pas les moyens de se les offrir, l'IA comble le vide en matière de santé mentale, dans un contexte où des voix s'élèvent pour réclamer une réglementation plus stricte. »

Droits en matière de santé sexuelle et reproductive

The Conversation - Le contrôle des femmes sur leur fertilité est lié à l'éducation, à l'argent et à l'accès au numérique - étude portant sur 16 pays africains

T O Michael et al ; <https://theconversation.com/womens-control-over-fertility-is-linked-to-education-money-and-digital-access-study-of-16-african-countries-274291>

« ... que se passe-t-il lorsque **ces trois facteurs – éducation, autonomie économique et accès au numérique** – sont examinés conjointement dans plusieurs pays... » Découvrez les conclusions.

Plos GPH – Associations entre l'insécurité hydrique et les résultats en matière de santé reproductive chez les adolescentes et les jeunes femmes en Afrique subsaharienne

<https://journals.plos.org/globalpublichealth/article?id=10.1371/journal.pgph.0005978>

Par A Bawuah et al.

Accès aux médicaments et aux technologies de la santé

Journal of Global Health - Recherche et développement (R&D) collaboratifs internationaux sur la médecine traditionnelle et ses facteurs contextuels : une analyse transversale de 1996 à 2022

<https://jogh.org/2026/jogh-16-04029>

Par Yinuo Sun et al.

Décoloniser la santé mondiale

Soins de santé - Revue exploratoire des histoires de la santé en Afrique, de l'ère précoloniale à l'ère des ODD : perspectives pour les futurs systèmes de santé

H Karamagi et al ; <https://www.mdpi.com/2227-9032/14/2/147>

« Cette revue exploratoire vise à examiner de manière systématique l'étendue de la littérature sur l'histoire de la santé en Afrique tout au long des périodes précoloniale, coloniale, post-indépendance, des soins de santé primaires (SSP), des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et des objectifs de développement durable (ODD).... »

Conflits/guerres et santé

SSM Health Systems - Renforcement des capacités de recherche dans les environnements fragiles et exposés aux chocs : perspectives d'un consortium de recherche

J Khalil, J Raven et al ; <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2949856226000243>

« **Le renforcement des capacités de recherche (RCS)** est reconnu comme un élément essentiel pour améliorer les systèmes de santé grâce à des résultats et des recommandations de recherche adaptés au contexte. Cependant, le RCS reste une lacune importante dans le domaine de la recherche sur les politiques et les systèmes de santé (HPSR), en particulier dans les environnements fragiles et exposés aux chocs qui sont confrontés à des défis uniques qui limitent encore davantage les capacités de recherche. **Le consortium ReBUILD for Resilience (ReBUILD)**, qui opère au Liban, au Myanmar, au Népal et en Sierra Leone, a cherché à renforcer les capacités en matière de HPSR aux niveaux individuel, organisationnel et communautaire. Cet article présente une réflexion sur les approches du RCS adoptées par le consortium ReBUILD, en analysant les stratégies et les enseignements tirés... ».

Nature Health - Intégrer la justice épistémique dans la recherche mondiale sur le cancer

M S Patel et al ; <https://www.nature.com/articles/s44360-025-00047-0>

« **Les systèmes actuels de recherche sur le cancer marginalisent les connaissances provenant des pays à faible et moyen revenu, où se produiront la plupart des cas de cancer à l'avenir**, en privilégiant les données provenant des pays à revenu élevé et en négligeant souvent l'expertise locale et les besoins spécifiques au contexte. »

IA et santé

Nature Health - Grands modèles linguistiques pour le soutien aux soins de santé de première ligne dans les milieux à faibles ressources

<https://www.nature.com/articles/s44360-025-00038-1>

Cf. une étude menée au Rwanda. « ... les résultats confirment le potentiel des LLM pour renforcer la qualité des soins de première ligne dans les systèmes de santé multilingues et disposant de faibles ressources. »

Divers

CGD (blog) - L'effondrement mondial du financement de la sécurité alimentaire

C Kenny ; <https://www.cgdev.org/blog/global-collapse-funding-food-insecure>

« Sur une planète qui produit plus de nourriture par personne que jamais auparavant, il est immoral que tant de personnes souffrent encore de malnutrition ou soient confrontées au risque de famine. Et si elle se poursuit, la récente chute du financement humanitaire mondial, qui est passé de 37 milliards de dollars en 2024 à 21 milliards de dollars en 2025, ne fera qu'accroître ce risque de famine. Il est urgent de s'attaquer aux crises alimentaires oubliées en Afrique, en Asie du Sud et en Amérique centrale... »

« ... Alors que le niveau mondial d'insécurité alimentaire est resté globalement constant depuis 2022, le financement humanitaire a rapidement diminué, y compris dans les pays où vivent les personnes en situation d'insécurité alimentaire. Entre 2019 et 2024, chaque personne supplémentaire en phase 3 ou supérieure de l'IPC était associée à une aide humanitaire supplémentaire moyenne de 73 dollars pour le pays concerné. En 2025, ce montant est tombé à 38 dollars... ».

Brookings - Le présent et l'avenir des inégalités mondiales

J C Cuaresma, H Kharas et al ; <https://www.brookings.edu/articles/the-present-and-future-of-global-inequality/>

PS : ce commentaire original a été **publié pour la première fois par World Data Lab** le 20 janvier 2026.

Articles et rapports

Mondialisation et santé - Aborder l'équité en matière de santé mondiale grâce aux réseaux mondiaux de collaboration pour la recherche de données probantes : une revue narrative de la littérature sur les modèles de gouvernance, le pouvoir et la participation

B Pilla et al ; <https://link.springer.com/article/10.1186/s12992-026-01192-1>

« Cette revue examine de manière critique les dimensions conceptuelles, structurelles et de gouvernance des réseaux mondiaux de collaboration pour l'évaluation des données afin d'évaluer leur potentiel et leurs limites dans la promotion de l'équité en matière de santé mondiale... ».

OMS – Déployer les innovations dans les systèmes de santé publique : guide et boîte à outils

<https://www.who.int/publications/i/item/9789240120761>

« Les orientations et la boîte à outils de l'Organisation mondiale de la santé pour mettre à l'échelle les innovations dans les systèmes de santé publique offrent un cadre pratique et fondé sur des données probantes pour aider les gouvernements à diriger, coordonner et soutenir la mise à l'échelle des innovations en matière de santé – plus précisément, pour accompagner le passage de projets pilotes prometteurs à une adoption à l'échelle du système, sur la base des principes de renforcement des systèmes de santé et d'appropriation par les pays. Elles sont principalement

destinées aux ministères, aux agences nationales et internationales et aux institutions du secteur public impliquées dans la santé publique. »

« ... Les lignes directrices décrivent trois approches stratégiques pour la mise à l'échelle : des efforts directifs pour la concrétiser, des processus collaboratifs pour la faciliter et des conditions favorables pour la permettre. Elles identifient en outre sept rôles essentiels que les acteurs gouvernementaux jouent dans la mise à l'échelle des innovations en matière de santé. Trois processus interdépendants (et une boîte à outils connexe) menés par des entités du secteur public constituent le cœur opérationnel de la mise à l'échelle de l'innovation : explorer, adapter et apprendre... »

Organisation - Experts toxiques dans le domaine de la longévité : un cadre relationnel à plusieurs niveaux de l'émergence

A Merghen, T Greenhalgh et al ; <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/13505084251379172>

« Dans cet article, nous présentons et théorisons le **concept d'experts toxiques comme des individus qui, en raison de leur expertise perçue ou réelle, adoptent systématiquement des comportements caractérisés par des vices professionnels et intellectuels**. Tout en conservant une apparence de légitimité, les experts toxiques exploitent la confiance du public en diffusant des affirmations non fondées, trompeuses ou préjudiciables à des fins personnelles et commerciales. En nous appuyant sur un cadre multidisciplinaire, nous intégrons diverses perspectives pour expliquer comment l'expertise toxique émerge et persiste. Plus précisément, nous combinons des perspectives éthiques et épistémiques qui distinguent l'expertise authentique de la fausse représentation opportuniste... »

Développement - Éditorial : Le pouvoir du pendule : religions et développement dans un monde globalisé

N Denticco ; <https://link.springer.com/article/10.1057/s41301-025-00477-z>

Éditorial tiré d'un numéro. Conclusion : « **La métaphore du pendule, telle qu'illustrée dans les articles de ce numéro, représente bien le contour problématique de toutes les religions, y compris celles qui ont bénéficié d'un héritage historique plus léger et d'une perception sociale plus bienveillante**. La dichotomie entre spiritualité et réalité, entre développement séculier et matérialiste et quête religieuse hors du monde, peut être résolue, comme le soulignent les auteurs, en cultivant un plus grand sens du sacré dans toutes choses et tous les êtres. **Tout comme nous devons décoloniser les religions et la foi, nous devons libérer le développement de sa vision anthropocentrique persistante. Ce n'est que lorsque nous aurons reconnu l'unité essentielle de la vie, interconnectée dans toutes ses formes et épistémologies, que nous verrons la religion, la foi et le développement comme un tout homogène.** »

HP&P - Experts sur le rôle de la recherche qualitative dans les directives de l'Organisation mondiale de la santé

Melissa Taylor et al ; <https://academic.oup.com/heapol/advance-article/doi/10.1093/heapol/czaf105/8472636?searchresult=1>

« Tout en reconnaissant la valeur de la recherche qualitative, les parties prenantes ont convenu qu'il était encore possible d'utiliser de manière plus systématique la recherche qualitative dans l'élaboration des lignes directrices de l'OMS. Les lignes directrices cliniques sont souvent formulées de manière simpliste. Pour certaines questions, cela peut conduire à négliger le contexte social plus large. L'une des valeurs de la recherche qualitative est liée à l'« information contextuelle », mais la manière dont cela est réalisé n'a pas été clairement définie. »

« ... Nous avons interrogé 16 participants et identifié trois thèmes : (i) les répondants ont approuvé l'utilisation des résultats de la recherche qualitative dans l'élaboration des lignes directrices de l'OMS et ont mis en évidence des exemples où cette approche s'était avérée utile ; (ii) les questions relatives aux recommandations dans le processus d'élaboration des lignes directrices sont fondées sur la prise de décision clinique, qui peut parfois être trop éloignée des contextes sociaux pour les problèmes de santé plus larges ; (iii) l'utilisation des résultats de la recherche qualitative pour aider à définir le contexte a un rôle potentiel plus important dans les lignes directrices. Nous interprétons ces résultats comme indiquant que la recherche qualitative pourrait être utilisée de manière plus systématique, en particulier pour éclairer un cadre plus large d'un problème de santé, ou plus tard dans les recommandations, afin de s'adapter à des contextes particuliers... »

Tweets (via X, LinkedIn et Bluesky)

Themrise Khan

« On observe un silence de mort tout à fait prévisible de la part de tous les membres de la communauté #globalhealth et #internationaldevelopment qui ont bénéficié du financement de la Fondation Gates à la suite des #epsteinfiles. J'ai toujours refusé tout financement de la part de Gates en raison de son attitude condescendante envers les marginalisés du monde, de ses commentaires sur l'#Afrique, de son lobbying constant auprès des gouvernements pour son propre bénéfice et de sa quête incessante de pouvoir. Et bien sûr, la #philanthropie des milliardaires. Et cela bien avant que son nom ne soit associé à Epstein. Mais aujourd'hui, après la récente divulgation de fichiers qui l'ont largement exposé, je ne comprends pas comment ceux qui ont accepté son financement peuvent continuer à le faire sans sourciller. Cela signifie donc que la provenance de l'argent n'a vraiment aucune importance pour tous les acteurs du secteur. Même s'il provient d'une personne qui a ouvertement fréquenté un pédophile et qui a bafoué les normes d'égalité des sexes et de santé que sa philanthropie est censée défendre. Cela en dit long sur la volonté de « faire le bien » dans le monde.

Yanzhong Huang

« Alors que les États-Unis se retirent de l'OMS, la Chine est en passe de devenir le principal contributeur à l'agence, mais Pékin a choisi une approche mesurée et prudente pour combler le déficit financier qui en résulte. 1 / 4 Avec le départ de Washington, Pékin représenterait environ 20 % du financement de l'OMS, ce qui en ferait le plus grand contributeur étatique. Même ainsi, les contributions obligatoires ne représenteraient toujours pas plus de 30 % du budget total de l'organisation pour 2026. 2/4 La délégation chinoise a joué un rôle actif lors des 154e et 156e sessions du Conseil exécutif, exprimant son soutien au rôle de l'OMS dans la gouvernance mondiale de la santé et plaident en faveur d'une « communauté de santé partagée pour l'humanité ». 3 / 4 Malgré sa position privilégiée, Pékin n'a montré aucune intention de combler le déficit financier laissé par les États-Unis. En effet, la Chine a été l'un des deux seuls États à exprimer une nouvelle fois son opposition à l'augmentation de 20 % des contributions obligatoires pour 2026, une

augmentation convenue en principe en 2022 dans le cadre d'un plan progressif visant à porter le financement des États membres à 50 % du budget de l'OMS d'ici la fin de la décennie. 4/4.

Leah Libresco Sargeant

« Le PDG de Moderna a annoncé que la société n'investirait plus dans de nouveaux essais cliniques de phase 3 pour les maladies infectieuses : « Vous ne pouvez pas rentabiliser votre investissement si vous n'avez pas accès au marché américain. » Les vaccins contre le virus d'Epstein-Barr, l'herpès et le zona ont été mis en veilleuse. »

Podcasts

Trailblazers avec Garry : Une conversation avec Axel Pries

<https://www.youtube.com/watch?v=2BME7DTYhdI>

« Pour cet épisode, Garry s'est entretenu avec Axel Pries lors du Sommet mondial de la santé qui s'est tenu à Berlin en octobre 2025. Axel est le président du Sommet mondial de la santé, basé en Allemagne. Il est médecin de formation et professeur de physiologie, avec une longue carrière dans la recherche, le monde universitaire et la direction. Ensemble, ils explorent comment le Sommet mondial de la santé s'efforce de transcender les cloisonnements dans l' e santé mondiale, les valeurs communes nécessaires dans un monde en mutation et pourquoi une bonne communication est essentielle pour façonner le discours sur la santé mondiale de demain. »